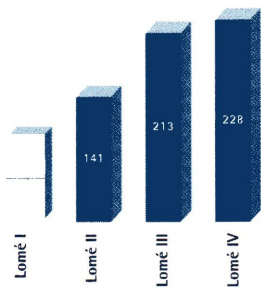


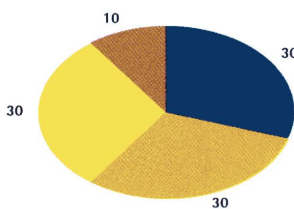
La coopération régionale dans le cadre de Lomé IV a pour objectif d'appuyer les différents processus d'intégration économique entre les huit Etats sahéliens et les neuf Etats de la zone côtière. Les ressources du Programme Indicatif Régional (228 millions d'écus) sont ciblées sur trois domaines de concentration qui devraient être intégrés dans une stratégie régionale d'ensemble, cohérente avec les stratégies nationales et articulée avec les organisations régionales comme le Comité Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel (CILSS) ou la CEDEAO (Communauté Economique des Etats d'Afrique Occidentale). Ces trois domaines concernent: la gestion des ressources naturelles et la protection de l'environnement; les transports et les communications; la valorisation des ressources humaines, plus particulièrement dans les domaines de la santé publique, de la formation et de la sécurité alimentaire.

Ressources totales allouées
Total resources allocated



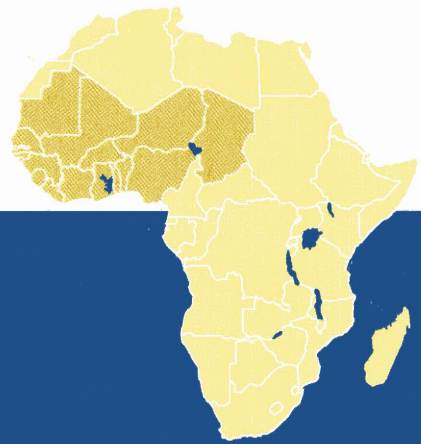
FED 7: répartition sectorielle du PIR
(en % de la dotation totale)

EDF 7: sectoral breakdown of RIP
(% of the total envelope)



- Environnement
Environment
- Transport et communications
Transport and communications
- Secteurs sociaux
Social sectors
- Autres
Others

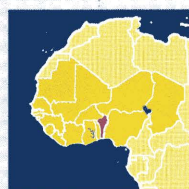
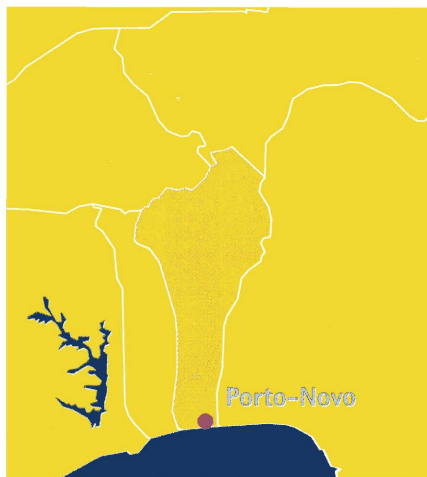
Lomé IV regional cooperation mainly concentrates on supporting regional economic integration processes between the eight Sahelian States and the nine Coastal States. Regional Indicative Programme resources (ECU 228 million) focus on three sectors: natural resources management; environmental protection; transport and communications; enhancing human resources in particular in the health, training and food security sectors. Regional projects should be integrated in an overall regional strategy, that should be consistent with national strategies and linked to regional organizations such as CILSS (Inter State Committee in the Fight against Drought in the Sahel) or ECOWAS (Economic Community of West African States).



Afrique sahélienne
et occidentale côtière

Sahelian and
Coastal Western Africa

Bénin
Burkina Faso
Cape Verde
Côte d'Ivoire
Gambia
Ghana
Guinea Bissau
Guinée
Liberia
Mali
Mauritanie
Niger
Nigeria
Sénégal
Sierra Leone
Tchad
Togo



4 622 000



Porto-Novo



112 622 km²

Bénin

Economic indicators

Indicateurs économiques

GNP per capita
PNB par habitant
342.1 ECU (1990)

Exports (cotton 73%,
oil 12%)
Exportations (coton 73%,
pétrole 12%)
85.5 mio ECU (1989)

Debt burden / exports
Service de la dette /
exportations
1.9% (1990)

Social indicators

Indicateurs sociaux

Population growth rate /
average per year
Taux d'accroissement
de la population /
moyenne annuelle
2.4% (1960-1991)

Primary schooling rate
Taux de scolarisation
primaire
61% (1990)

Urbanization rate
Taux d'urbanisation
38.2% (1990)

Pays côtier, tout en longueur et bordé par quatre pays, le Bénin a une population en majorité rurale dont près de 43% vivant dans une grande pauvreté. De 1960 –année de l'indépendance– à 1972, la situation politique au Bénin a été caractérisée par une grande instabilité. Entre 1972 et 1989, le pays a traversé une phase de stabilité politique marquée par une forte intervention de l'Etat dans l'activité économique. Après une longue crise économique qui a culminé en 1989, un régime démocratique est instauré avec l'élection au suffrage universel du Président de la République en 1990, et celle de l'Assemblée Nationale en 1991.

Les progrès enregistrés depuis 1990, surtout en matière de libéralisation économique et d'assainissement des finances publiques, constituent la première étape d'une stratégie de développement qui passe par la réhabilitation des infrastructures de communications, la valorisation des ressources humaines et le développement du secteur privé. Le renforcement de l'intégration dans la sous-région constitue un élément-clé de cette stratégie, dans laquelle l'appartenance à l'UEMOA (Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine) coexiste avec une forte dépendance de l'économie béninoise vis-à-vis du marché nigérian.

Les principaux domaines de concentration de l'aide européenne depuis Lomé I ont été les infrastructures, le développement rural et le système de santé. Sous Lomé IV, le Programme Indicatif National (PIN) de 83 millions d'écus met l'accent sur le développement des infrastructures de transport (52 millions d'écus) et sur l'amélioration du fonctionnement du système de santé (11.8 millions d'écus). Le développement rural occupe une place moins importante que dans le passé (7 millions d'écus). Les autres actions financées sur le PIN consistent en un programme

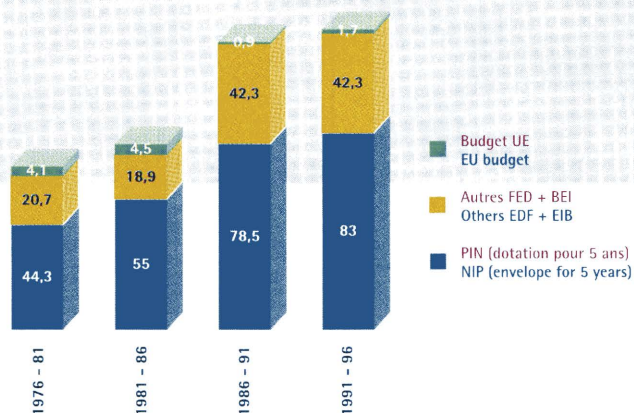
A coastal and narrow country surrounded by four countries, Benin has a mainly rural population of which more than 43% live in great poverty. From 1960 –year of independence– to 1972, the political situation in Benin was inherently unstable. Between 1972 and 1989, the country passed through a phase of political stability, marked by large-scale state intervention in the economy. After a long economic crisis, which reached its peak in 1989, a democratic regime was installed with the election by universal suffrage of the President of the Republic in 1990 and that of the National Assembly in 1991.

The progress recorded since 1990, above all in the way of economic liberalisation and the stabilisation of public finances, constitutes the first stage of a strategy of private sector development. Stronger integration in the subregion is a key element of this strategy, in which membership of the West African Economic and Monetary Union (Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine—UEMOA) is as important as the strong dependence of the Beninese economy on the Nigerian market.

The main areas where European aid has been concentrated since Lomé I have been infrastructure, rural development and the health care system. Under Lomé IV, an 83-million-Ecu Indicative National Programme (NIP) puts the accent on transport infrastructure development (ECU 52 million) and improving the functioning of the health system (ECU 11.8 million). Rural development fulfils a less important role than in the past (ECU 7 million). Other projects financed from NIP comprise a programme of decentralised cooperation, the prevention of the spread of AIDS in blood transfusion and participation in a regional programme of park and reserve management.

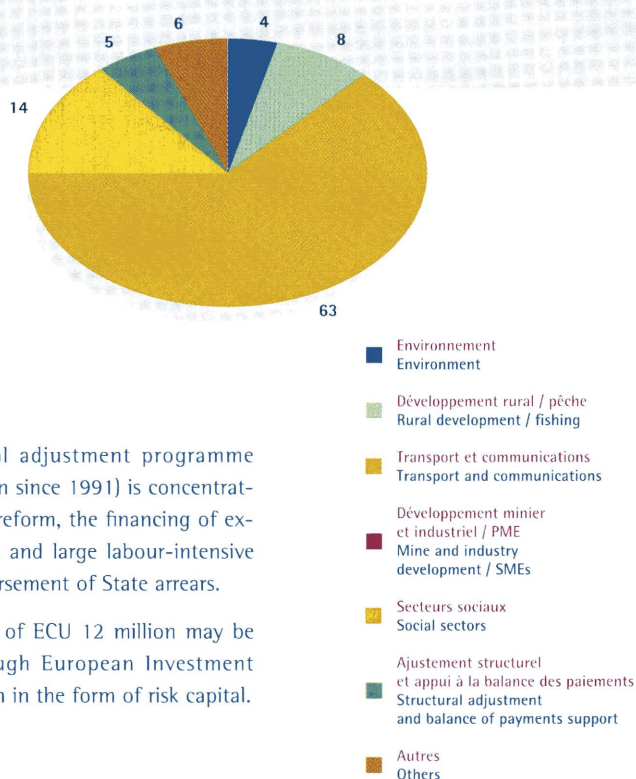
Ressources totales allouées (en millions d'écus)

Total resources allocated (in ECU million)



FED 7: répartition sectorielle du PIN (en % de la dotation totale)

EDF 7: sectoral breakdown of NIP (% of the total envelope)



de coopération décentralisée, la prévention du SIDA en matière de transfusion sanguine et la participation à un programme régional d'aménagement des parcs et réserves.

L'appui au programme d'ajustement structurel (environ 40 millions d'écus depuis 1991) s'est concentré sur la réforme de l'administration, le financement des dépenses de santé et de travaux à haute intensité de main-d'oeuvre ainsi que le remboursement des arriérés de l'Etat.

En outre, 12 millions d'écus ont été prévus pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) au titre des capitaux à risques.

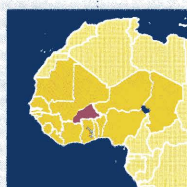
Support to structural adjustment programme (around ECU 40 million since 1991) is concentrating on administrative reform, the financing of expenses for health care and large labour-intensive works, and the reimbursement of State arrears.


Moreover, an amount of ECU 12 million may be made available through European Investment Bank (EIB) intervention in the form of risk capital.

Evolution des paiements du FED par instrument (FED 4, 5, 6 et 7 confondus)

Evolution of EDF payments by instrument (EDF 4, 5, 6 and 7 combined)





 8 993 000

 Ouagadougou

 274 200 km²

Burkina Faso

Economic indicators

Indicateurs économiques

GNP per capita
PNB par habitant
252.3 ECU (1990)

Exports (cotton 40.8%,
gold 14.1%)
Exportations (coton 40.8%,
or 14.1%)
133.2 mio ECU (1990)

Debt burden / exports
Service de la dette /
exportations
7.9% (1990)

Social indicators

Indicateurs sociaux

Population growth rate /
average per year
Taux d'accroissement
de la population /
moyenne annuelle
2.4% (1960-1991)

Primary schooling rate
Taux de scolarisation
primaire
36.5% (1990)

Urbanization rate
Taux d'urbanisation
15.2% (1990)

Le Burkina Faso est confronté à certaines faiblesses sur le plan économique: des ressources naturelles relativement limitées, la prépondérance d'un secteur agricole très sensible aux aléas climatiques et l'enclavement du territoire. Il est, de plus, dépendant d'un petit nombre de produits d'exportation.

Après son indépendance, en 1960, le Burkina-Faso a connu une période d'instabilité politique au cours de laquelle trois républiques et de nombreux gouvernements se sont succédés. Depuis 1991, le pays a retrouvé la stabilité politique dans un régime d'Etat de droit et a lancé un important programme de réformes économiques qui vise, notamment, à promouvoir l'initiative privée.

Le Programme Indicatif National de Lomé IV (124 millions d'écus) met l'accent sur l'appui au développement rural et au secteur des infrastructures routières. Il intervient aussi dans d'autres domaines tels que le développement des petites et moyennes entreprises, la santé —en particulier la lutte contre le SIDA— et l'aide à la balance des paiements, pour un montant total de 25 millions d'écus. Les allocations au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel (50.5 millions d'écus) ont permis de mener des actions dans les domaines de la santé, de l'éducation de base et de la filière du coton. Sous Lomé IV (1991-1993), le pays a également reçu des transferts au titre du Stabex s'élevant à 3.7 millions d'écus, et en 1993, une aide Sysmin de 1 million d'écus. Dans ce dernier secteur, des appuis complémentaires sont envisagés.

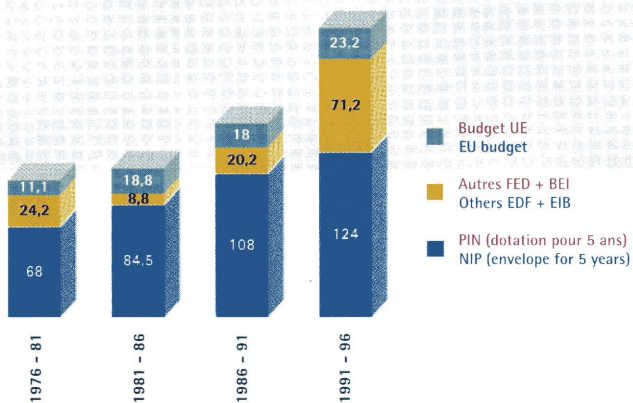
Burkina Faso is confronted with certain economic weaknesses: relatively-limited natural resources, a dominant agricultural sector highly sensitive to climatic vicissitudes and the fact that, territorially, it is landlocked. It is also dependent on a small number of exports.

After being independent in 1960, Burkina Faso experienced a period of political instability: three republics and numerous governments have succeeded one another. Since 1991, the country is experiencing a period of political stability, under a legally-constituted regime and implementing an important economic reform programme which aims notably to promote private enterprise.

The National Indicative Programme (NIP) of Lomé IV (ECU 124 million) puts the accent on support for rural development and road infrastructure. It is also intervening to the tune of ECU 25 million in other areas, such as the development of small and medium enterprises, health care —especially the fight against AIDS— and balance-of-payments aid. Allocations from Structural Adjustment Facility (ECU 50.5 million) have allowed action to be taken in the areas of health care and primary education and in the cotton sector. Under Lomé IV (1991-1993), the country also received Stabex transfers amounting to ECU 3.7 million and, in 1993, ECU 1 million Sysmin aid. In this latter sector, further backing is envisaged.

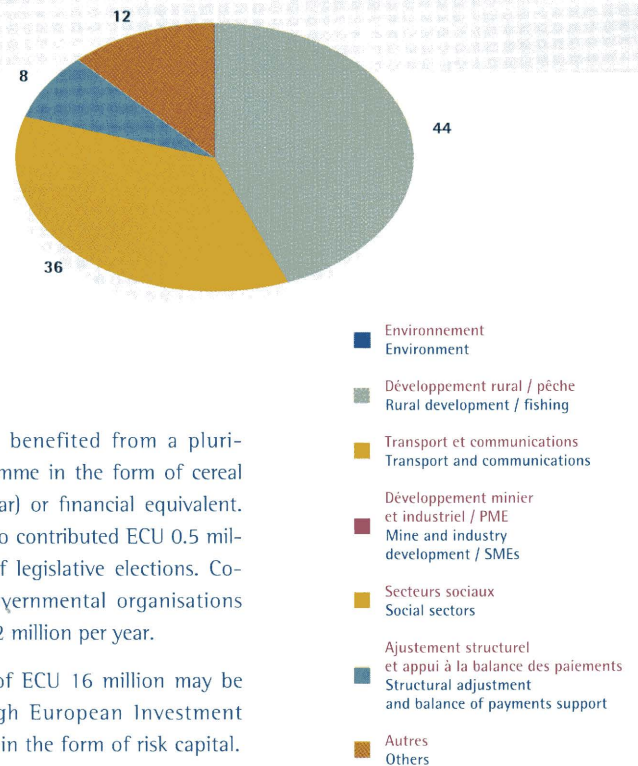
Ressources totales allouées (en millions d'écus)

Total resources allocated (in ECU million)



EDF 7: répartition sectorielle du PIN (en % de la dotation totale)

EDF 7: sectoral breakdown of NIP (% of the total envelope)



Le Burkina Faso a, en outre, été bénéficiaire d'un programme pluriannuel d'aide alimentaire sous forme de fourniture de céréales (7000 tonnes/an), en nature ou en équivalent financier. L'Union européenne a également participé au financement des élections législatives pour un montant de près de 0.5 million d'écus. Les co-financements avec les organisations non-gouvernementales représentent annuellement 2 millions d'écus environ.

Burkina Faso has also benefited from a pluri-annual food aid programme in the form of cereal supply (7000 tonnes/year) or financial equivalent. The European Union also contributed ECU 0.5 million to the financing of legislative elections. Co-financing with non-governmental organisations amounts to about ECU 2 million per year.

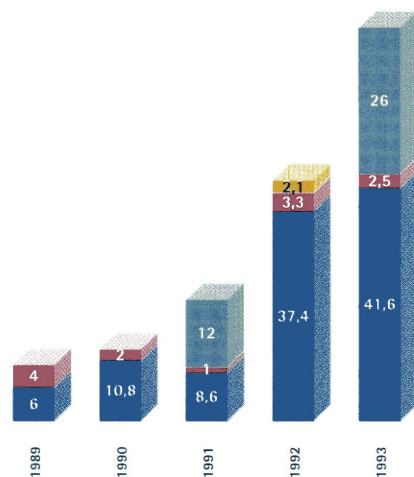
En outre, 16 millions d'écus ont été prévus pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) au titre des capitaux à risques.

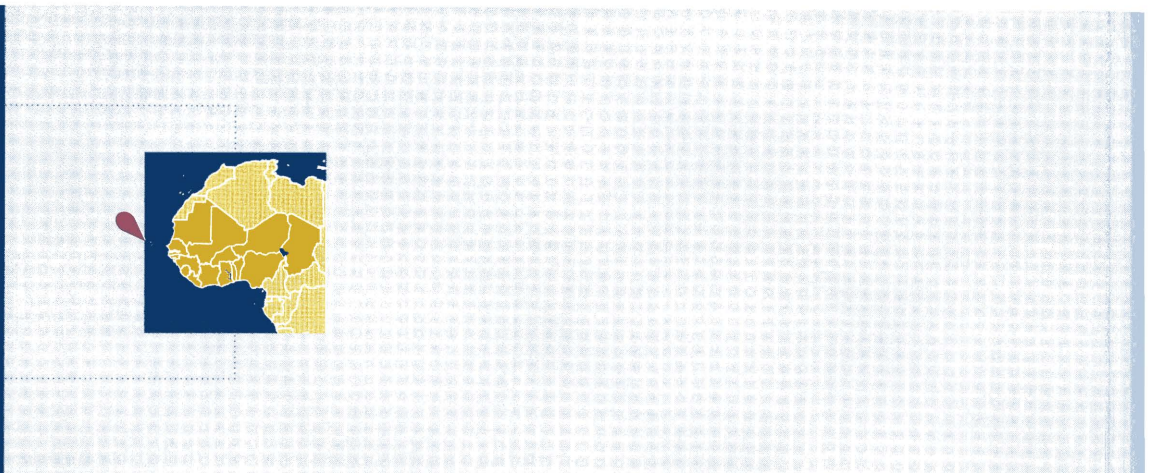
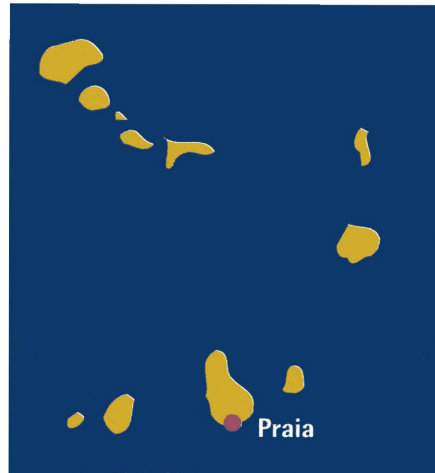
Moreover, an amount of ECU 16 million may be made available through European Investment Bank (EIB) intervention in the form of risk capital.

Evolution des paiements du FED par instrument (FED 4, 5, 6 et 7 confondus)

Evolution of EDF payments by instrument (EDF 4, 5, 6 and 7 combined)

- Stabex / Stabex
- FAS / SAF
- Divers / Various
- PIN / NIP





 363 000

 Praia

 4 033 km²

Cape Verde

Economic indicators

Indicateurs économiques

GNP per capita
PNB par habitant
671 ECU (1990)

Exports (fish 50%,
canned tuna 23%)
Exportations (poisson 50%,
thon en boîte 23%)
5.3 mio ECU (1990)

Debt burden / exports
Service de la dette /
exportations
8.2% (1990)

Social indicators

Indicateurs sociaux

Population growth rate /
average per year
Taux d'accroissement
de la population /
moyenne annuelle
2.1% (1960-1991)

Primary schooling rate
Taux de scolarisation
primaire
100% (1990)

Urbanization rate
Taux d'urbanisation
28.7% (1990)

La petite taille du Cap Vert, son isolement géographique et le manque de ressources naturelles font que les possibilités de développement traditionnelles sont limitées. Néanmoins, l'économie du pays a connu une croissance soutenue depuis l'indépendance, acquise en 1975, grâce à une bonne gestion.

Les premières élections législatives pluralistes se sont tenues en 1991, de même que les premières élections présidentielles au suffrage direct. Le IIIe Plan National de Développement confirme la volonté du Gouvernement de libéraliser l'économie pour susciter des investissements étrangers et nationaux. Le secteur du tourisme est reconnu comme un des secteurs clés du développement.

Dans le cadre de la Convention de Lomé IV, comme dans celle de Lomé III, le Programme Indicatif National (PIN) de 23 millions d'écus met la priorité sur l'aménagement de la ville de Praia : production, distribution et assainissement d'eau potable; production et distribution d'électricité; aménagement des nouveaux quartiers; amélioration de la gestion urbaine; formation et santé.

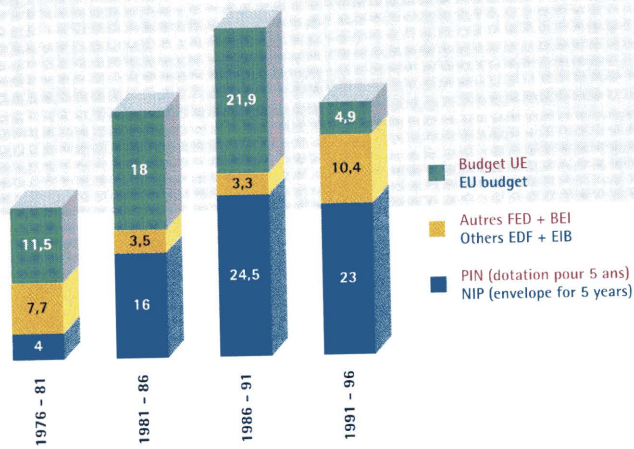
The tininess of the Cape Verde Islands, their geographic isolation and a lack of natural resources mean that possibilities of traditional development are limited. Nevertheless, the islands' economy has experienced sustained growth since independence in 1975, thanks to good management.

The first multi-party legislative elections were held in 1991, as were the first direct-vote presidential elections. The Third National Development Plan confirms the Government's willingness to open up the economy to encourage both foreign and domestic investment. The tourism sector has been spotlighted as one of the key development areas.

In the framework of the Fourth Lomé Convention, as in that of Lomé III, the National Indicative Programme (NIP) of ECU 23 million grant makes the development of the town of Praia a priority: distribution and purification of drinking water; generation and distribution of electricity; development of new neighbourhoods; improvement of urban management; training and health care. Where Stabex is concerned, the Cape Verde Islands have benefited from about ECU 1.8 million transfer since the first Lomé Convention.

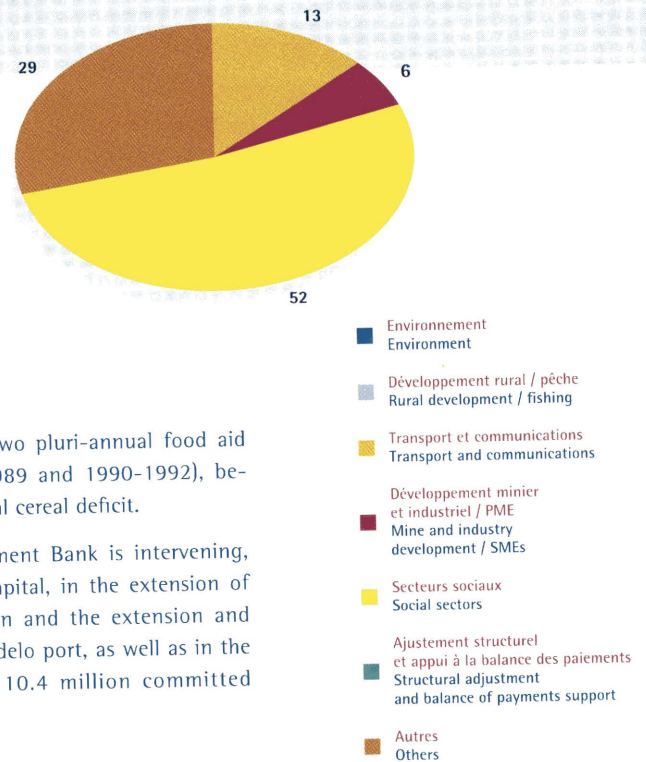
Ressources totales allouées (en millions d'écus)

Total resources allocated (in ECU million)



FED 7: répartition sectorielle du PIN (en % de la dotation totale)

EDF 7: sectoral breakdown of NIP (% of the total envelope)



Par ailleurs, au titre du Stabex, le Cap Vert a bénéficié de plusieurs transferts dès la première Convention, pour un montant total d'environ 1.8 million d'écus. Il a également bénéficié de deux programmes pluriannuels d'aide alimentaire (1987-1989 et 1990-1992) en raison de son déficit structurel en céréales.

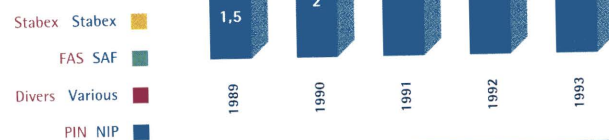
La Banque Européenne d'Investissement (BEI) intervient, au titre des capitaux à risques, dans l'extension de la centrale électrique de Mindelo, dans l'extension et la modernisation du port de Mindelo et dans le secteur privé (10.4 millions d'écus engagés sous Lomé IV).

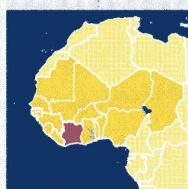
The islands received two pluri-annual food aid programmes (1987-1989 and 1990-1992), because of their structural cereal deficit.

The European Investment Bank is intervening, in the form of risk capital, in the extension of Mindelo power station and the extension and modernisation of Mindelo port, as well as in the private sector (ECU 10.4 million committed under Lomé IV).

Evolution des paiements du FED par instrument (FED 4, 5, 6 et 7 confondus)

Evolution of EDF payments by instrument (EDF 4, 5, 6 and 7 combined)





11 980 000



Yamoussoukro



320 763 km²

Côte d'Ivoire

Economic indicators

Indicateurs économiques

GNP per capita
PNB par habitant

645.5 ECU (1990)

Exports (cocoa 31%,
coffee 7.5%)

Exportations (cacao 31%,
café 7.5%)

2584.7 mio ECU (1989)

Debt burden / exports
Service de la dette /
exportations

33.2% (1990)

Social indicators

Indicateurs sociaux

Population growth rate /
average per year

Taux d'accroissement
de la population /
moyenne annuelle

3.8% (1960-1991)

Primary schooling rate
Taux de scolarisation
primaire

70.5% (1990)

Urbanization rate
Taux d'urbanisation

40.4% (1990)

Indépendante depuis 1960, la Côte d'Ivoire a connu une grande stabilité politique en évoluant sans heurts graves vers un régime démocratique. Cette situation a fait de la Côte d'Ivoire un pôle de développement régional important avec un taux de croissance réel de 7% par an.

La région côtière a assuré la prospérité du pays grâce aux exportations agricoles: cacao (1er producteur mondial), café (parmi les quatre leaders mondiaux), bois, caoutchouc, coton, etc. La crise des produits de base a été durement ressentie par le pays qui connaît encore une situation difficile, avec un endettement massif. Au début des années 90, le gouvernement a lancé une série de réformes macro-économiques importantes afin d'assainir les finances publiques, ainsi que des programmes de restructuration sectorielle en vue de relancer l'économie et la croissance. La Côte d'Ivoire s'est aussi engagée dans une phase active de privatisation. La récente dévaluation du F.CFA devrait également contribuer à relancer l'économie ivoirienne.

La coopération avec la Côte d'Ivoire est caractérisée par l'importance exceptionnelle des transferts au titre du Stabex, qui dépassent de loin les montants des Programmes Indicatifs Nationaux: ainsi, de Lomé I à IV, plus de 690 millions d'écus ont été alloués au pays, essentiellement pour le café et le cacao, dont 365 millions sous Lomé III et 217 millions sous Lomé IV. Les fonds du Stabex servent à améliorer la rentabilité des filières café et cacao ainsi qu'à diversifier l'agriculture.

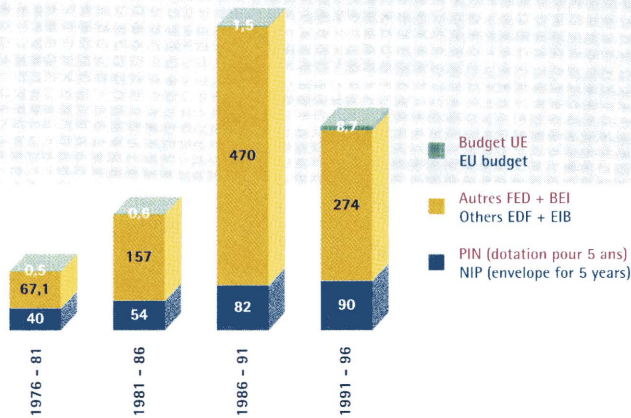
Independent since 1960, Côte d'Ivoire has experienced great political stability and has evolved without serious problems towards a democratic regime. This situation has made the country a centre of important regional development, with an effective growth rate of 7% a year.

The coastal region has made the country prosperous, thanks to agricultural exports: cocoa (of which Côte d'Ivoire is the largest producer in the world), coffee (it ranks among the four leaders in the world), wood, rubber, cotton, etc. The crisis in commodities has hit the country hard and it is still experiencing a difficult situation with massive indebtedness. At the beginning of 1990s, the Government embarked on major macro-economic reforms aimed at rationalizing public finances, sectoral restructuring programmes to help relaunch the economy and growth, and also begun an active phase of privatisation. Devaluation of the F.CFA should also help relaunch the Côte d'Ivoire economy.

Cooperation with Côte d'Ivoire is characterized by the exceptional amount of Stabex transfers which exceed by far National Indicative Programme resources: from Lomé I to IV more than ECU 690 million has been allocated to the country, of which ECU 365 million under Lomé III and ECU 217 million under Lomé IV. Stabex funds are designed to improve the profitability of the coffee and cocoa sectors and to diversify agriculture.

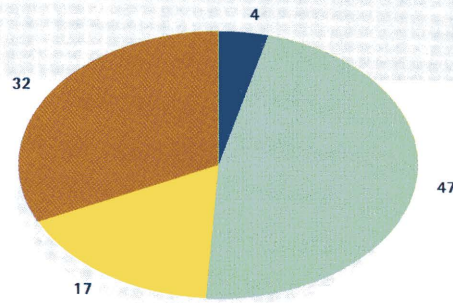
Ressources totales allouées (en millions d'écus)

Total resources allocated (in ECU million)



FED 7: répartition sectorielle du PIN (en % de la dotation totale)

EDF 7: sectoral breakdown of NIP (% of the total envelope)



Le Programme Indicatif de Lomé IV (90 millions d'écus) est consacré pour moitié au développement rural dans un objectif de diversification agricole et de protection de l'environnement: réalisation d'un marché de gros; appui à la riziculture; appui aux exportations d'ananas; projets de gestion des forêts; microréalisations.

Les autres domaines d'activités concernent la santé et le soutien à la politique de décentralisation (renforcement du rôle des communes). L'appui important qui a été également octroyé au pays, en 1992 et 1993, au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel (15.5 millions et 18.5 millions d'écus), a été ciblé dans ces deux secteurs.

La Côte d'Ivoire a aussi été un des plus importants bénéficiaires des financements de la Banque Européenne d'Investissement. C'est en Côte d'Ivoire qu'à été signé, en 1965, le premier prêt finançant un projet à l'extérieur de l'Union européenne. Depuis cette année-là, les engagements de la Banque ont atteint un montant cumulé dépassant 250 millions d'écus avec un maximum d'intervention sous Lomé II et III (dont notamment 50 millions et 85 millions d'écus respectivement, sur ressources propres).

Half of the ECU 90 million Lomé IV Indicative Programme is devoted to rural development, with the objective of diversification and environmental protection: realisation of a wholesale market; support for rice-growing and pineapple exports; forest management projects; microprojects.

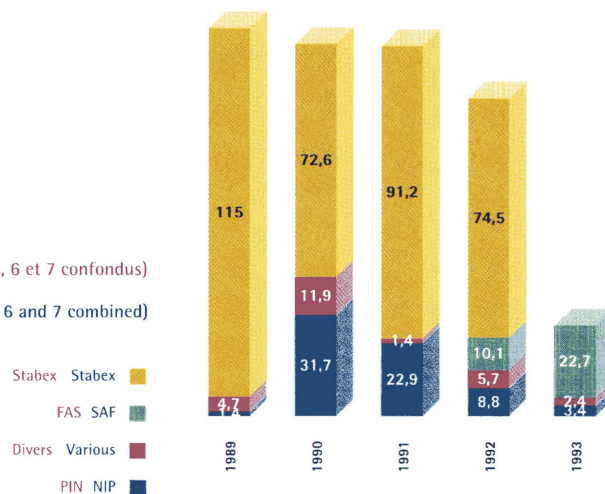
Other areas of activity concern health care and backing for the policy of decentralisation (reinforcement of the role of communes). An important support from the Structural Adjustment Facility was also been allocated to the country in 1992 and 1993 (ECU 15.5 million and ECU 18.5 million) and is targeted on these two sectors.

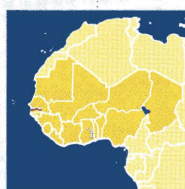
Côte d'Ivoire has also been one of the greatest beneficiaries of the European Investment Bank financing. In 1965, the first loan financing a project outside the European Union was signed in Côte d'Ivoire. Since then, the Bank's commitments have amounted to a total of more than ECU 250 million, with a maximum intervention under Lomé II and III (including, in particular, respectively ECU 50 million and 85 million from its own resources).

- Environnement
Environment
- Développement rural / pêche
Rural development / fishing
- Transport et communications
Transport and communications
- Développement minier et industriel / PME
Mine and industry development / SMEs
- Secteurs sociaux
Social sectors
- Ajustement structurel et appui à la balance des paiements
Structural adjustment and balance of payments support
- Autres
Others

Evolution des paiements du FED par instrument (FED 4, 5, 6 et 7 confondus)

Evolution of EDF payments by instrument (EDF 4, 5, 6 and 7 combined)





 861 000

 Banjul

 10 689 km²

Gambia

Economic indicators

Indicateurs économiques

GNP per capita
PNB par habitant
326.3 ECU (1990)

Exports (groundnut 29%,
fishing 10%)
Exportations (arachide 29%,
pêche 10%)
37.9 mio ECU (1991)

Debt burden / exports
Service de la dette /
exportations
19.5% (1990)

Social indicators

Indicateurs sociaux

Population growth rate /
average per year
Taux d'accroissement
de la population /
moyenne annuelle
3% (1960-1991)

Primary schooling rate
Taux de scolarisation
primaire
62.7% (1990)

Urbanization rate
Taux d'urbanisation
22.6% (1990)

La Gambie est un petit pays de la côte ouest de l'Afrique entouré de trois côtés par le Sénégal. Devenue indépendante en 1965, elle est gouvernée depuis lors dans le cadre d'une démocratie parlementaire et du multipartisme.

La Gambie possède une économie ouverte et des ressources nationales limitées (arachides). Après la dégradation de la situation économique au début des années 80, les autorités gambiennes ont successivement lancé le Programme de Redressement Economique en 1985 et le Programme pour le Développement Durable en 1990, tous deux mettant en oeuvre une vaste gamme de réformes financières et structurelles. L'objectif de privatisation dans les secteurs de l'arachide et des services est activement poursuivi. L'expérience de la Gambie est généralement considérée comme un bon exemple d'ajustement économique. Il est toutefois admis que ces efforts devront être poursuivis pour que les effets soient durables.

Depuis la Convention de Lomé I, le développement rural constitue le secteur prioritaire de la coopération au développement avec l'Union européenne. Sous le Programme Indicatif National de Lomé IV (21 millions d'écus), 74% des fonds ont été alloués au développement rural dans les domaines de l'approvisionnement en eau et des routes de campagne, particulièrement en faveur des zones les plus éloignées et les plus mal desservies du pays (circonscriptions d'Upper River et de North Bank). Ces dernières années, une plus grande importance a été accordée à l'appui aux initiatives locales, essentiellement dans le cadre d'une coopération décentralisée. D'autres actions à mettre en oeuvre sous Lomé IV comprennent le soutien au secteur touristique, ainsi qu'à des projets en matière d'éducation et de formation.

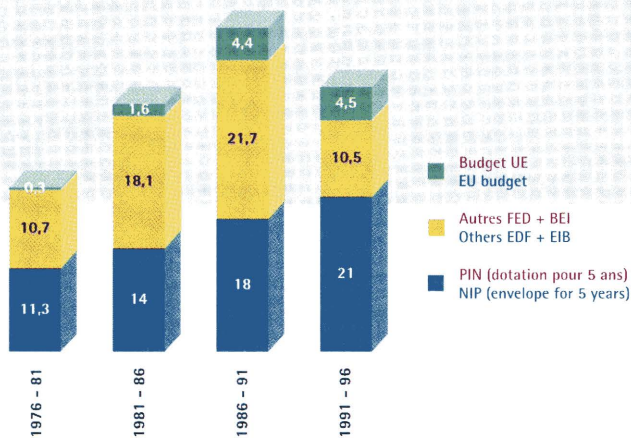
The Gambia is a small country at the west coast of Africa surrounded on three sides by Senegal. It became independent in 1965 and has been governed since then by a democratic multi-party parliamentary system.

The Gambia has an open economy with limited national resources (groundnuts). After the deterioration of the economic situation in the beginning of the 1980's, the Gambian authorities launched in 1985 the Economic Recovery Programme and subsequently in 1990 the Programme for Sustained Development, both of which implemented a broad range of financial and structural reforms. The objective of privatisation in the groundnut and the services sectors is being pursued actively. The Gambia's experience is generally considered as a good example of economic adjustment, although it is recognised that the effort needs to be continued for it to have enduring effects.

Since the first Lomé Convention, the main priority of development cooperation with the European Union has been rural development. Under the Lomé IV National Indicative Programme (ECU 21 million), 74% has been allocated to rural development in the fields of water supply and rural roads, with a concentration on the most remote and ill-served parts in the country (Upper River Division and North Bank Division). In recent years a growing emphasis has been placed on the support of community-based initiatives, characterised mainly by its decentralised planning. Other actions under Lomé IV include support to the tourism sector, as well as education and training projects.

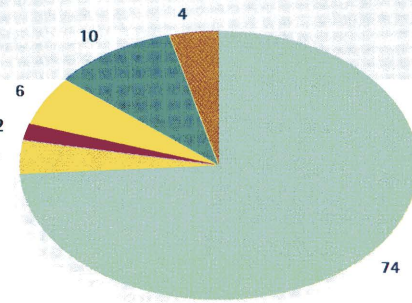
Ressources totales allouées (en millions d'écus)

Total resources allocated (in ECU million)



FED 7: répartition sectorielle du PIN (en % de la dotation totale)

EDF 7: sectoral breakdown of NIP (% of the total envelope)



Jusqu'à présent, 8.2 millions d'écus ont été alloués au titre de l'appui à l'ajustement structurel sous la forme d'un programme d'importation de carburant (4 millions d'écus) et d'un programme général d'importations (4.2 millions d'écus).

En outre, 4.3 millions d'écus ont déjà été engagés au titre des capitaux à risques gérés par la Banque Européenne d'Investissement (BEI).

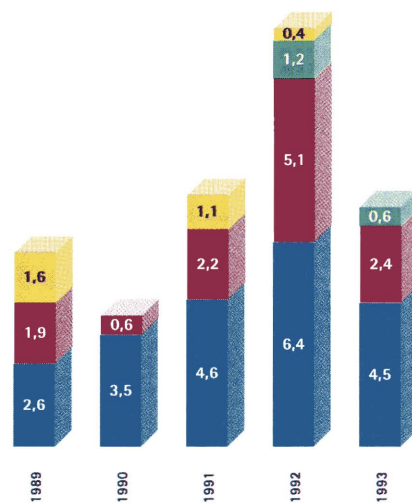
Under Lomé IV so far ECU 8.2 million have been allocated for structural adjustment support, under the form of a fuel import programme (ECU 4 million) and a general import programme (ECU 4.2 million).

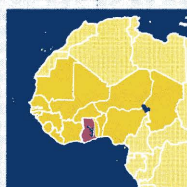
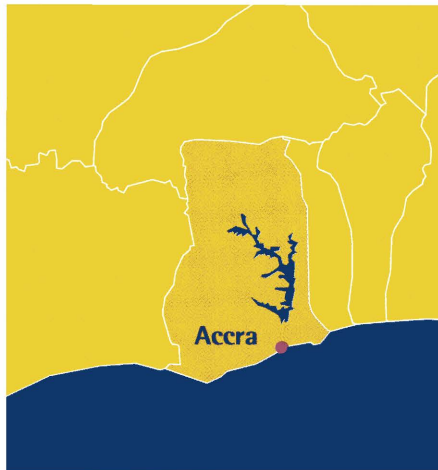
Moreover, ECU 4.3 million have been committed so far from the risk capital resources managed by the European Investment Bank (EIB).

- Environnement / Environment
- Développement rural / pêche / Rural development / fishing
- Transport et communications / Transport and communications
- Développement minier et industriel / PME / Mine and industry development / SMEs
- Secteurs sociaux / Social sectors
- Ajustement structurel et appui à la balance des paiements / Structural adjustment and balance of payments support
- Autres / Others

Evolution des paiements du FED par instrument (FED 4, 5, 6 et 7 confondus)

Evolution of EDF payments by instrument (EDF 4, 5, 6 and 7 combined)





15 020 000



Accra



238 537 km²

Ghana

Economic indicators

Indicateurs économiques

GNP per capita
PNB par habitant
336 ECU (1990)

Exports (cocoa, gold)
Exportations (cacao, or)
903 mio ECU (1989)

Debt burden / exports
Service de la dette /
exportations
19.4% (1990)

Social indicators

Indicateurs sociaux

Population growth rate /
average per year
Taux d'accroissement
de la population /
moyenne annuelle
2.7% (1960-1991)

Primary schooling rate
Taux de scolarisation
primaire
76.6% (1990)

Urbanization rate
Taux d'urbanisation
34% (1990)

Situé en Afrique de l'Ouest, en bordure du Golfe de Guinée, le Ghana est limité en trois côtés par la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso et le Bénin.

Devenu indépendant en 1957, et malgré un potentiel économique élevé et une période de relative stabilité économique au début des années 60, le Ghana a connu des difficultés durant les années 70, débouchant sur une crise économique au début des années 80. Depuis 1983, le pays a traversé avec succès une période intensive d'ajustement structurel, massivement soutenue par des donateurs internationaux, et de ce fait est devenu une référence en la matière. A la suite des élections tenues fin 1992, le pays s'est réengagé sur la voie de la démocratie constitutionnelle.

Le Ghana reste un pays pauvre et son économie demeure fragile. L'aide européenne, qui s'était focalisée, sous les conventions antérieures, sur le développement rural et les infrastructures de transport, vise plus particulièrement, sous Lomé IV, à renforcer les conditions d'un développement autonome en se concentrant sur les services sociaux (santé et éducation), les secteurs de production cruciaux de l'économie, ainsi que dans des domaines tels que l'appui institutionnel, la création de capacités d'initiatives locales et la coopération décentralisée.

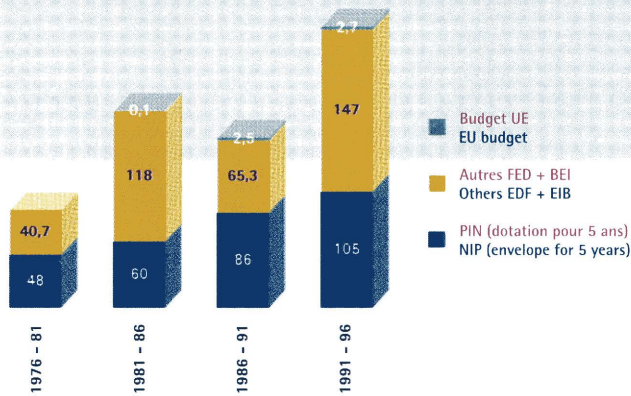
Situated in West Africa on the Gulf of Guinea, Ghana is surrounded on three sides by Côte d'Ivoire, Burkina Faso and Benin.

Ghana achieved independence in 1957. Despite its high economic potential, and following a period of relative economic stability during the early 1960s, Ghana experienced difficulties during the 1970s, culminating in an economic crisis in the early 1980's. Since 1983, the country has successfully gone through a prolonged and intensive period of structural adjustment, heavily supported by international donors, and has in fact become known as a model case for this policy. Following elections in late 1992, the country has returned to constitutional democracy.

Ghana is still a poor country and its economy remains fragile. European support, which was focused under previous conventions on rural development and transport infrastructure, aims under Lomé IV in particular at strengthening the basis for self-reliant development, by focusing on essential social services (health and education), key production sectors of the economy, as well as institutional support and the creation of local capabilities for initiatives and decentralized cooperation.

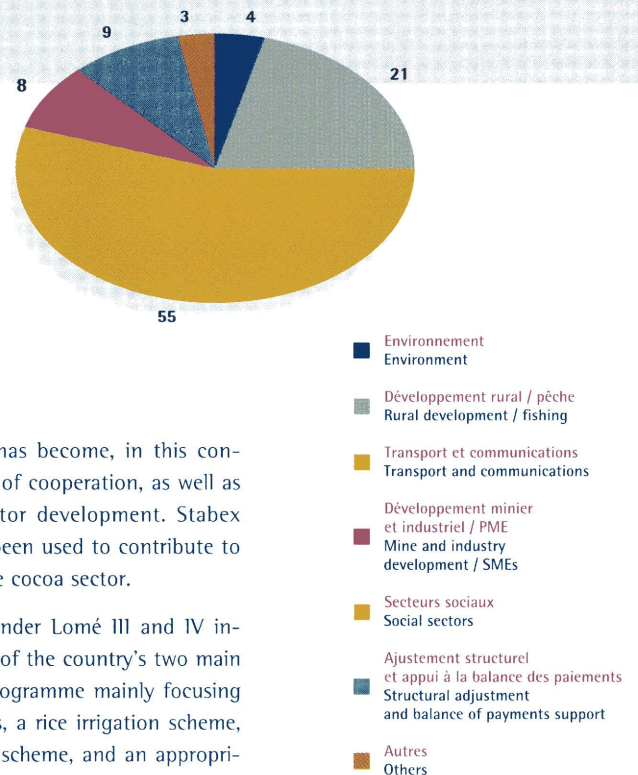
Ressources totales allouées (en millions d'écus)

Total resources allocated (in ECU million)



FED 7: répartition sectorielle du PIN (en % de la dotation totale)

EDF 7: sectoral breakdown of NIP (% of the total envelope)



L'appui à l'ajustement structurel est devenu, dans ce contexte, une partie importante de la coopération, ainsi que le soutien au développement du secteur privé. Les ressources du Stabex ont été principalement utilisées pour appuyer les réformes économiques dans le secteur du cacao.

On compte parmi les interventions spécifiques, sous Lomé III et IV, la réhabilitation des deux ports principaux du pays, un programme de microprojets essentiellement axé sur les infrastructures sociales, un projet d'irrigation des rizières, un projet de production d'huile de palme et un transfert de technologie appropriée. De nouvelles initiatives sous Lomé IV comprennent un vaste programme de développement agricole dans la région occidentale, la gestion de zones protégées ainsi qu'un programme de développement des petites et moyennes entreprises. Sur ses ressources budgétaires, l'UE a également cofinancé diverses opérations menées par des ONG, et soutenu le processus électoral en 1992.

Au titre de ses ressources propres, la Banque Européenne d'Investissement a déjà engagé, sous Lomé IV, 60 millions d'écus en faveur du secteur de la production d'énergie.

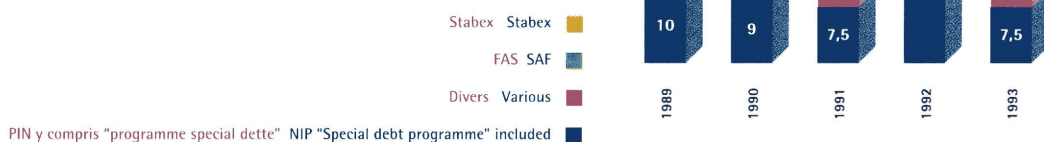
Structural adjustment has become, in this context, an important part of cooperation, as well as supporting private sector development. Stabex resources have mainly been used to contribute to economic reforms in the cocoa sector.

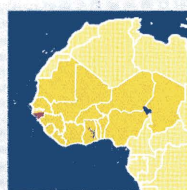
Specific interventions under Lomé III and IV include the rehabilitation of the country's two main ports, a microproject programme mainly focusing on social infrastructures, a rice irrigation scheme, an oil palm production scheme, and an appropriate technology transfer scheme. New initiatives under Lomé IV include a large agricultural development programme in the western region, the management of protected areas, and a small and medium enterprises development programme. The European Union has also financed under its budget resources various NGO operations and the support for the electoral process in 1992.

Under Lomé IV, the European Investment Bank has already committed ECU 60 million from its own resources in the field of energy production.

Evolution des paiements du FED par instrument (FED 4, 5, 6 et 7 confondus)

Evolution of EDF payments by instrument (EDF 4, 5, 6 and 7 combined)





964 000



Bissau



36 125 km²

Guinea Bissau

Economic indicators

Indicateurs économiques

GNP per capita
PNB par habitant
168.8 ECU (1990)

Exports (cashew nut 60%,
fishing 20%)
Exportations
(noix de cajou 60%,
pêche 20%)

na / nd

Debt burden / exports
Service de la dette /
exportations

na / nd

Social indicators

Indicateurs sociaux

Population growth rate /
average per year
Taux d'accroissement
de la population /
moyenne annuelle
1.9% (1960-1991)

Primary schooling rate
Taux de scolarisation
primaire
59.5% (1990)

Urbanization rate
Taux d'urbanisation
20% (1990)

Pays défavorisé du fait de la présence sur son territoire de nombreux fleuves, estuaires et marécages, et disposant de très faibles infrastructures économiques et sociales, la Guinée Bissau a connu de grandes difficultés pour gérer son développement depuis son indépendance, en 1974.

La Guinée Bissau est un pays essentiellement agricole, dont la principale exportation est la noix de cajou; la pêche et les licences de pêche représentent la seconde source des recettes d'exportation. La politique économique menée après l'indépendance, mettant l'accent sur des projets d'industrialisation surdimensionnés, s'est avérée être un échec. Depuis 1987, le gouvernement a progressivement adopté des mesures de libéralisation économique et politique. Les premières élections multipartites sont prévues pour mai/juin 1994.

Dans le cadre des Conventions de Lomé, l'Union européenne a mis fortement l'accent sur le développement rural. Au titre de Lomé IV, le Programme Indicatif National (37 millions d'écus) met la priorité sur les ressources naturelles et sur certaines actions complémentaires telles que l'appui institutionnel et la valorisation des ressources humaines. Par ailleurs, 8 millions d'écus sont consacrés au programme d'ajustement structurel dont les fonds de contrepartie serviront à renforcer les secteurs sociaux. La Guinée Bissau a notamment reçu près de 370 000 écus au titre du Stabex 1991 (arachide et produits palmiers). Ces fonds sont destinés à la promotion de la production des fruits et au renforcement de la pêche.

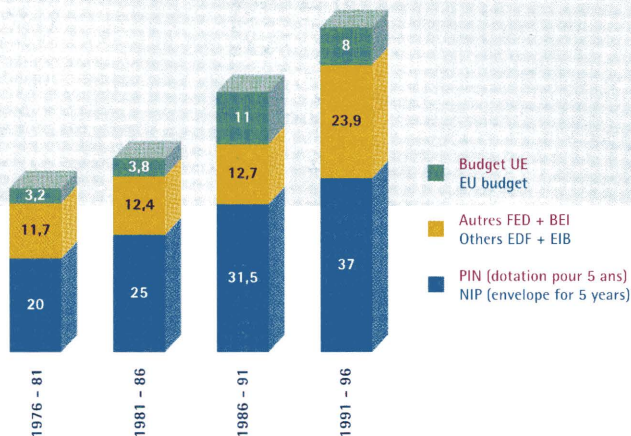
Disadvantaged by the many rivers, estuaries and swamps in its territory, and by very weak economic and social infrastructures, Guinea Bissau has experienced great difficulties managing its development since independence in 1974.

Guinea Bissau is essentially an agricultural country, whose principal export is the cashew nut; fishing and fishing permits represent the second largest source of export earnings. The economic policy led after independence put the emphasis on unrealistic industrialisation projects and turned out to be a failure. Since 1987, the Government has progressively adopted economic and political liberalisation measures. The first multi-party elections are planned for May-June 1994.

In the framework of the Lomé Conventions, the European Union placed the emphasis strongly on rural development. Under Lomé IV, the National Indicative Programme (ECU 37 million) focussed on natural resources and on certain complementary actions such as institutional support and enhancing the value of human resources. Furthermore, ECU 8 million was devoted to the structural adjustment programme, from which counterpart funds will serve to strengthen the social sectors. Guinea Bissau received nearly ECU 370 000 under Stabex 1991 (cashew nut and palm-tree products). These funds were earmarked for the promotion of fruit production and for the strengthening of the fishing industry.

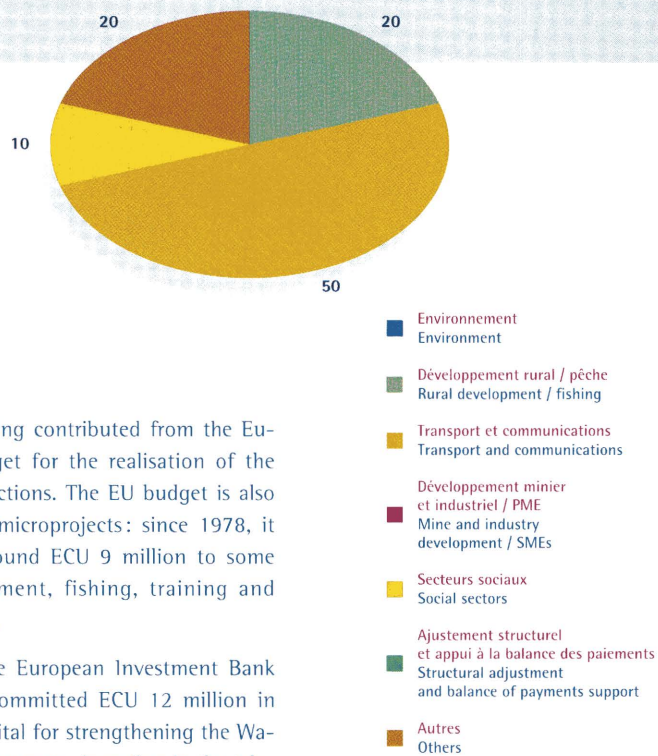
Ressources totales allouées (en millions d'écus)

Total resources allocated (in ECU million)



FED 7: répartition sectorielle du PIN (en % de la dotation totale)

EDF 7: sectoral breakdown of NIP (% of the total envelope)



The budget of the European Union contributes equally for a sum of 500 000 écus to the realization of the first multi-party elections. It cofinances also microprojects realized by NGOs: since 1978, a total of around 9 million écus has allowed the realization of a hundred projects for rural development, fishing, training and health care.

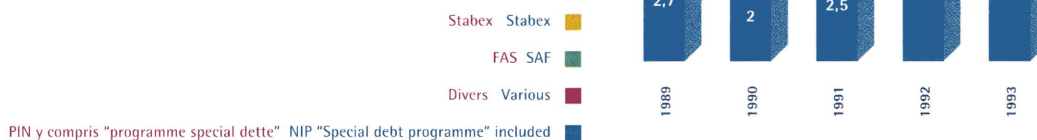
ECU 500 000 is being contributed from the European Union budget for the realization of the first multi-party elections. The EU budget is also co-financing NGO microprojects: since 1978, it has contributed around ECU 9 million to some 100 rural development, fishing, training and health care projects.

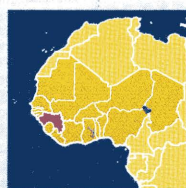
Under Lomé IV, the European Investment Bank (EIB) has already committed ECU 12 million in the form of risk capital for strengthening the Water and Electricity Company, investing in the telecommunications sector and for building factories to produce shoes and doors and windows.

Under Lomé IV, the European Investment Bank (EIB) has already committed ECU 12 million in the form of risk capital for strengthening the Water and Electricity Company, investing in the telecommunications sector and for building factories to produce shoes and doors and windows.

Evolution des paiements du FED par instrument (FED 4, 5, 6 et 7 confondus)

Evolution of EDF payments by instrument (EDF 4, 5, 6 and 7 combined)





 5 755 000

 Conakry

 245 857 km²

Guinée

Economic indicators

Indicateurs économiques

GNP per capita
PNB par habitant
391.8 ECU (1990)

Exports (ore 88%)
Exportations (minerais 88%)
na/nd

Debt burden / exports
Service de la dette /
exportations
8.3% (1990)

Social indicators

Indicateurs sociaux

Population growth rate /
average per year
Taux d'accroissement
de la population /
moyenne annuelle
2.1% (1960-1991)

Primary schooling rate
Taux de scolarisation
primaire
37.1% (1990)

Urbanization rate
Taux d'urbanisation
25.8% (1990)

Située sur la côte occidentale de l'Afrique, la Guinée est entourée par six pays. Le fleuve Niger y prend sa source sur les hauteurs du Fouta Djalon (1538 m).

Devenue indépendante en 1958, la Guinée a connu pendant 26 ans une politique économique centralisée. Le pays est aujourd'hui confronté à un double défi: le progrès vers la démocratie et l'économie de marché. La construction d'une société pluraliste s'est avérée lente, mais suit une évolution continue. L'adoption par référendum en 1990 de la Loi fondamentale, la légalisation des partis politiques et l'organisation des élections présidentielles constituent les étapes les plus marquantes des efforts en vue d'établir et de consolider la démocratie dans le pays.

Le programme de réformes économiques et financières, entrepris depuis fin 1985 avec l'appui de sources extérieures de financement, compte parmi les plus ambitieux de tous les programmes d'ajustement structurel engagés en Afrique. Malgré des résultats très encourageants, la mise en oeuvre des réformes se heurte à des obstacles majeurs et la Guinée reste un pays de contrastes: exceptionnellement riche en potentialités minières, agricoles et hydroélectriques, elle est toujours classée parmi les pays moins avancés.

Depuis la première Convention de Lomé, la coopération n'a cessé de se renforcer et de se diversifier pour placer aujourd'hui l'Union européenne parmi les premiers bailleurs de fonds, avec une concentration des financements sur le développement rural, l'amélioration des infrastructures de communication et l'amélioration des conditions de vie des populations rurales. La majeure partie des ressources du Programme

Situated on the west coast of Africa, Guinea is surrounded by six countries. The river Niger rises in Fouta Djalon mountain (1538 m).

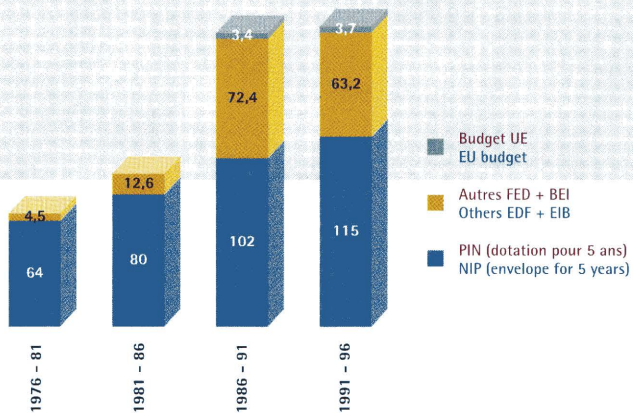
Guinea became independent in 1958 and has maintained a centralised economic policy for the past 26 years. The country is today faced with a double challenge: making progress towards democracy and market economy. The construction of a pluralist society is taking time, but nevertheless it is following a steady line. The adoption, by referendum in 1990, of the Fundamental Law, the legitimising of political parties and the organisation of presidential elections have been the most important steps in the effort to establish and consolidate democracy in the country.

A programme of economic and financial reform, started at the end of 1985 with support from external finance sources, ranks among the most ambitious of all the structural adjustment programmes underway in Africa. In spite of very encouraging results, however, major obstacles have impeded the implementation of the reforms and Guinea remains a country of contrasts: exceptionally rich in mineral, agricultural and hydroelectric potential, yet always classed as one of the least-developed countries.

Right from the first Lomé Convention, the cooperation has continued to reinforce itself and to diversify. The European Union is now among Guinea's biggest donors, concentrating on financing rural development and improving communications infrastructure and standards of living for the rural population. The bulk of resources in the Lomé IV National Indicative Programme (ECU 115 million) is being directed in these areas, to respond to priorities fixed by the Government.

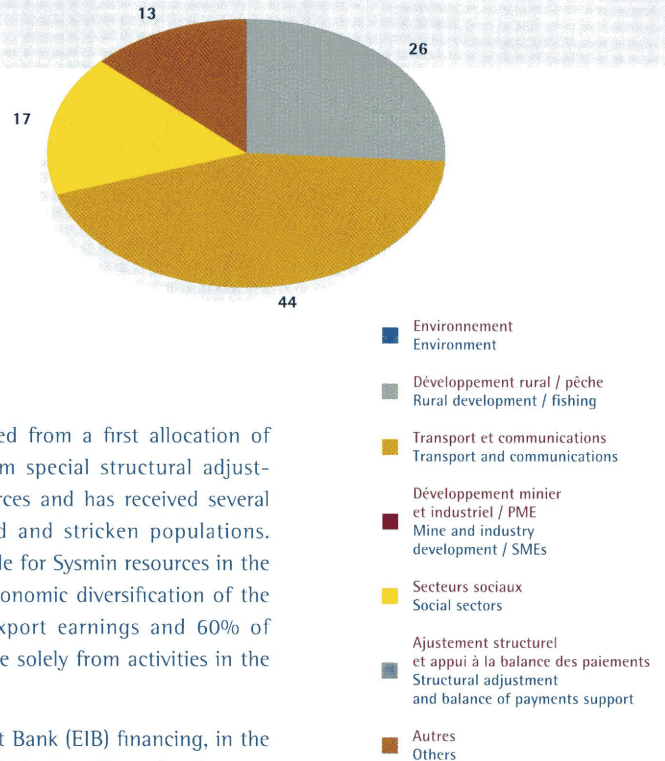
Ressources totales allouées (en millions d'écus)

Total resources allocated (in ECU million)



FED 7: répartition sectorielle du PIN (en % de la dotation totale)

EDF 7: sectoral breakdown of NIP (% of the total envelope)



Indicatif National de Lomé IV (115 millions d'écus) est orientée vers ces domaines, répondant ainsi aux priorités fixées par le Gouvernement.

La Guinée a bénéficié d'une première allocation de 14 millions d'écus au titre des ressources spéciales d'appui à l'ajustement structurel, et de plusieurs financements en faveur des populations réfugiées et sinistrées. Le pays est éligible aux ressources du Sysmin dans le cadre de la diversification économique du pays: 88% des recettes d'exportation et 60% des recettes budgétaires proviennent des seules activités du secteur minier.

Les financements de la Banque Européenne d'Investissement (BEI), sous forme de capitaux à risques (28 millions d'écus déjà engagés) et de prêts bonifiés sur ressources propres (15 millions d'écus d'ores et déjà engagés) visent la modernisation du secteur de l'industrie et des infrastructures de base.

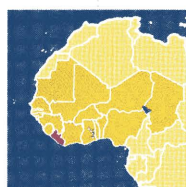
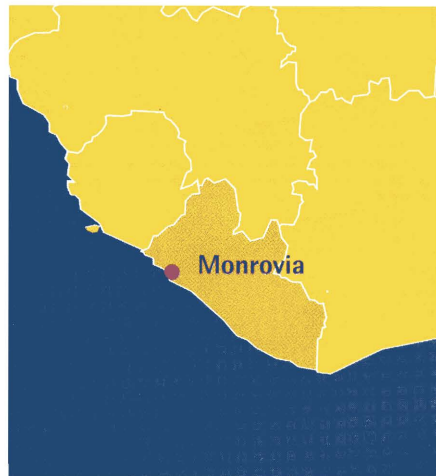
Guinea also benefited from a first allocation of ECU 14 million from special structural adjustment support resources and has received several grants for displaced and stricken populations. The country is eligible for Sysmin resources in the framework of the economic diversification of the country: 88% of export earnings and 60% of budget revenue come solely from activities in the mineral sector.

European Investment Bank (EIB) financing, in the form of risk capital (ECU 28 million already committed) and interest-rate subsidy loan on the Bank's own resources (ECU 15 million committed so far), is directed at modernizing the industrial sector and base infrastructures.

Evolution des paiements du FED par instrument (FED 4, 5, 6 et 7 confondus)

Evolution of EDF payments by instrument (EDF 4, 5, 6 and 7 combined)





 2 575 000

 Monrovia

 99 067 km²

Liberia

Economic indicators

Indicateurs économiques

GNP per capita
PNB par habitant
400.3 ECU (1987)

Exports (na)
Exportations (nd)
349.2 mio ECU (1988)

Debt burden / exports
Service de la dette /
exportations
na/nd

Social indicators

Indicateurs sociaux

Population growth rate /
average per year
Taux d'accroissement
de la population /
moyenne annuelle
3% (1960-1991)

Primary schooling rate
Taux de scolarisation
primaire
22% (1980)

Urbanization rate
Taux d'urbanisation
45.4% (1990)

Situé en Afrique de l'Ouest, en bordure de l'océan Atlantique, et entouré par la Sierra Leone, la Guinée et la Côte d'Ivoire, le Libéria a une grande partie de sa population concentrée dans les zones urbaines (45.4%).

Le Libéria est resté politiquement stable depuis sa création, en 1847, jusqu'en 1981. Cependant, des troubles sociaux grandissants et la tentative de coup d'Etat en 1989 ont débouché sur une période de guerre civile durant laquelle près d'un tiers de la population a pris la fuite vers les pays voisins. Toute activité économique et sociale normale a cessé dans le pays.

Le dernier accord de paix, l'Accord de Cotonou signé le 25 juillet 1993, paraît témoigner de la volonté des parties en conflit de participer à un gouvernement de transition représentatif jusqu'à la tenue d'élections vers la fin 1994.

Avec l'arrêt complet des activités de service public et du gouvernement durant la guerre civile, les actions traditionnelles de développement ont été interrompues. En conséquence, depuis 1990, l'aide européenne au Libéria est essentiellement orientée vers des opérations humanitaires, et un contrôle renforcé a été institué afin que l'aide parvienne aux personnes nécessiteuses de façon équilibrée et équitable. Plus de 80 millions d'écus d'aide humanitaire ont été fournis par l'Union européenne pour la période 1990-1993, dont la majeure partie a été acheminée par des organisations non-gouvernementales européennes.

Situated in West Africa, on the Atlantic, and surrounded by Sierra Leone, Guinea and Côte d'Ivoire, Liberia has a large part of its population concentrated in urban areas (45.4%).

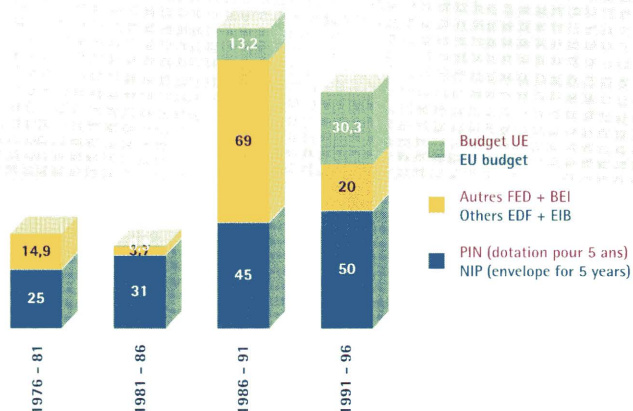
Liberia remained politically stable since its establishment in 1847 up until 1981. However growing social unrest in 1989 led to a period of civil war in which nearly one-third of the population fled as refugees to neighbouring countries. All normal economic and social activity in this country has ceased.

The latest peace agreement, the Cotonou Accord signed on 25 July 1993, appears to signal the willingness of the warring parties to work within a representative Transitional Government, until elections can be organised towards the end of 1994.

With the total disruption of public services and government during the civil war, normal development operations came to a standstill. The European Union's assistance to Liberia, since 1990, has therefore been concentrated on humanitarian operations and on ensuring that aid reached those in need in a balanced and fair manner. Over ECU 80 million of humanitarian assistance was provided by the European Union during the period 1990 to 1993. Most of this was channelled through European non-governmental organizations.

Ressources totales allouées (en millions d'écus)

Total resources allocated (in ECU million)

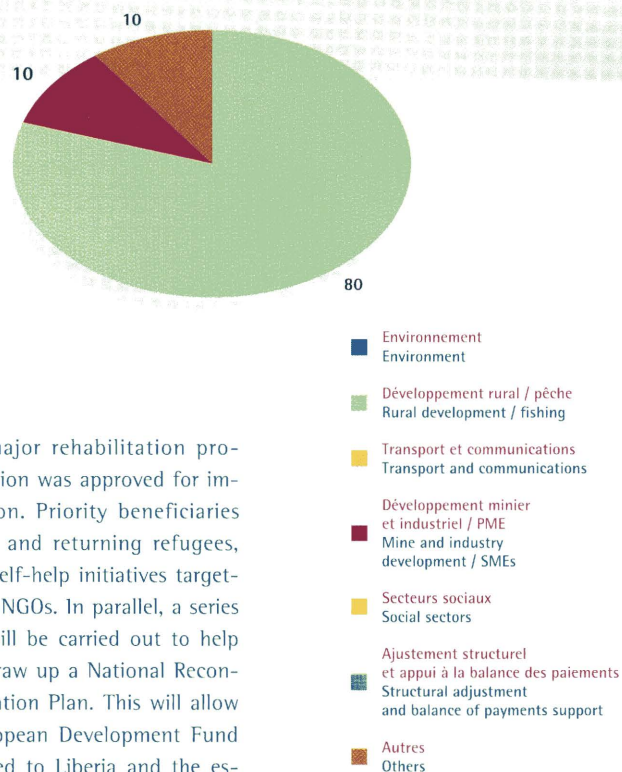


En janvier 1994, un important programme de réhabilitation de 25 millions d'écus a été approuvé en vue d'une mise en oeuvre immédiate. Les bénéficiaires prioritaires en sont les anciens combattants et les réfugiés de retour au pays dans le cadre d'initiatives locales autonomes recevant le soutien des ONG. En parallèle, une série d'études portant sur les secteurs clés socio-économiques sera entreprise en vue d'aider le nouveau gouvernement à élaborer un Plan National de Reconstruction et de Réhabilitation. Ce qui devrait permettre une reprogrammation des ressources du Fonds Européen de Développement (FED) allouées au Libéria, ainsi que l'établissement de nouvelles bases de travail avec la nouvelle administration.

In January 1994, a major rehabilitation programme of ECU 25 million was approved for immediate implementation. Priority beneficiaries will be ex-combatants and returning refugees, with local community self-help initiatives targeted for support through NGOs. In parallel, a series of key sector studies will be carried out to help the new Government draw up a National Reconstruction and Rehabilitation Plan. This will allow reprogramming of European Development Fund (EDF) resources allocated to Liberia and the establishment of a new working relationship with the new administration.

FED 6: répartition sectorielle du PIN (en % de la dotation totale)

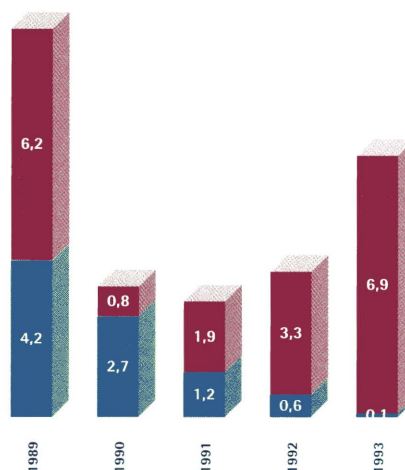
EDF 6: sectoral breakdown of NIP (% of the total envelope)

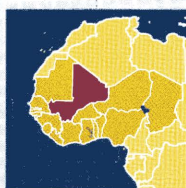
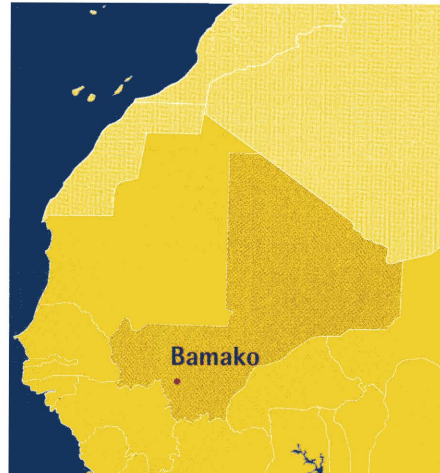


Evolution des paiements du FED par instrument (FED 4, 5, 6 et 7 confondus)

Evolution of EDF payments by instrument (EDF 4, 5, 6 and 7 combined)

- Stabex / Stabex
- FAS / SAF
- Divers / Various
- PIN / NIP





 9 214 000

 Bamako

 1 240 000 km²

Mali

Economic indicators

Indicateurs économiques

GNP per capita
PNB par habitant
235.9 ECU (1990)

Exports (cotton 43%,
livestock 29%)
Exportations (coton 43%,
bétail 29%)
239 mio ECU (1989)

Debt burden / exports
Service de la dette /
exportations
9.5% (1990)

Social indicators

Indicateurs sociaux

Population growth rate /
average per year
Taux d'accroissement
de la population /
moyenne annuelle
2.5% (1960-1991)

Primary schooling rate
Taux de scolarisation
primaire
23.6% (1990)

Urbanization rate
Taux d'urbanisation
23.8% (1990)

Indépendant depuis 1960, le Mali est un vaste pays sahélien au territoire enclavé et partiellement désertique. Relativement peu peuplé, il n'a connu jusqu'à présent qu'un faible développement.

La période passée a été marquée par des problèmes budgétaires ainsi que par des difficultés socio-politiques particulières avec des populations septentrionales. Depuis 1992, le Mali a néanmoins réussi à mettre en place une démocratie pluraliste et a procédé, dans le cadre d'un programme d'ajustement, à des adaptations souvent difficiles. La relative pénurie de terres arables constitue, pour une économie fondée sur l'agriculture, un handicap insuffisamment compensé par le potentiel de la partie méridionale du pays et de la vallée du Niger. Les échanges extérieurs sont très dépendants du coton et de l'élevage, mais des gisements aurifères recèlent un potentiel de mise en valeur.

Sous Lomé IV, le Programme Indicatif National de 136 millions d'écus met l'accent sur l'appui au développement rural, le secteur des infrastructures routières ainsi que sur la promotion des petites et moyennes entreprises. Il intervient, en outre, dans d'autres domaines tels que la santé et l'aide à la balance des paiements pour un montant de plus de 25 millions d'écus. Par ailleurs, les fonds alloués au Mali au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel — 43 millions d'écus environ — ont permis de mener des actions en faveur de la santé, de l'éducation primaire et de l'allègement de l'endettement de l'Etat. Ils seront également utilisés pour soutenir les mesures post-dévaluation du F.CFA. Des transferts au titre du Stabex ont été octroyés en 1990 et 1991 en faveur du coton, pour des montants limités.

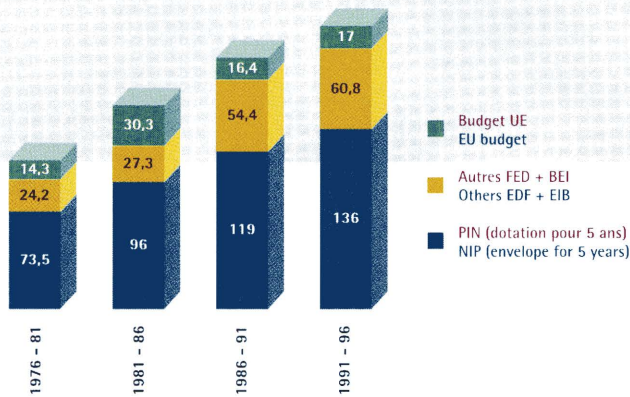
Independent since 1960, Mali is a vast Sahelian country whose territory is landlocked and partly desert. It is relatively sparsely populated, and has only experienced weak development to date.

The past has been characterised by budgetary problems and by socio-political difficulties particular to the populations in its northern regions. Since 1992, Mali has, nevertheless, succeeded in setting up a multi-party democracy and continued, in the framework of an adjustment programme, to adapt in frequently difficult circumstances. The relative shortage of arable land, for an economy based on agriculture, is a handicap insufficiently compensated for by the potential in the southern part of the country and the Niger Valley. External trade is very dependent on cotton and livestock farming, although gold deposits could be exploited.

Under Lomé IV, the National Indicative Programme amounting to ECU 136 million puts the accent on rural development support, road infrastructures as well as the promotion of small and medium-sized enterprises. Furthermore, it intervenes in other areas such as health care and balance of payments support to the tune of more than ECU 25 million. Funds allocated to Mali under the Structural Adjustment Facility (about ECU 43 million) have allowed it to act on health care, primary education and to alleviate the State indebtedness. They are also used to support measures following the devaluation of the CFA Franc. Stabex transfers were granted in 1990 and 1991 for cotton, but the amounts were limited.

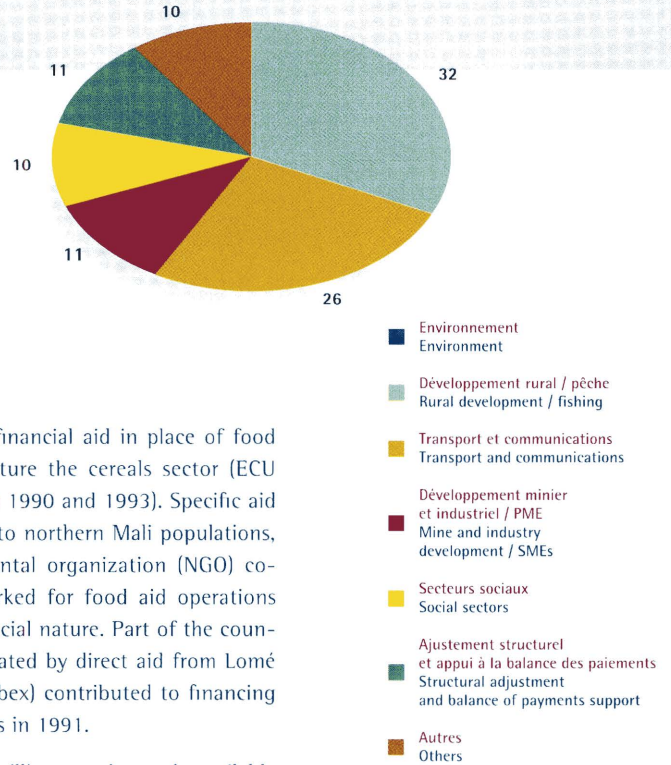
Ressources totales allouées (en millions d'écus)

Total resources allocated (in ECU million)



FED 7: répartition sectorielle du PIN (en % de la dotation totale)

EDF 7: sectoral breakdown of NIP (% of the total envelope)



Le Mali a été également bénéficiaire d'aides financières de substitution à l'aide alimentaire visant la restructuration du secteur des céréales (4.5 millions d'écus entre 1990 et 1993). Des aides spécifiques ont été aussi allouées en faveur des populations du Nord du Mali, et des cofinancements avec les organisations non-gouvernementales (ONG) ont permis de mettre en oeuvre des opérations d'aide alimentaire et des projets à caractère social. Une partie des fonds de contrepartie générés par les aides directes (à l'importation, Stabex) de Lomé III contribué, en 1991, au financement du coût des élections démocratiques.

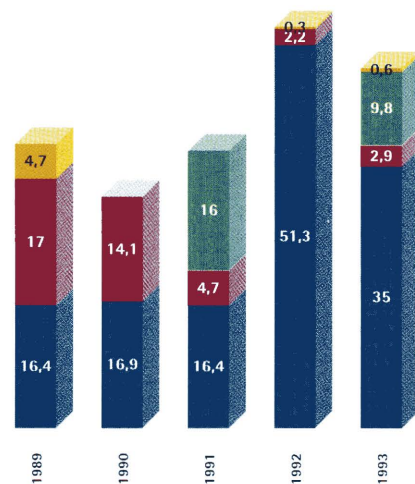
En outre, 19 millions d'écus ont été prévus pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) au titre des capitaux à risques, dont 10 millions sont déjà engagés.

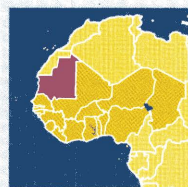
Mali also received financial aid in place of food aid to help restructure the cereals sector (ECU 4.5 million between 1990 and 1993). Specific aid has been allocated to northern Mali populations, and non-governmental organization (NGO) co-financing is earmarked for food aid operations and projects of a social nature. Part of the counterpart funds generated by direct aid from Lomé III (for imports, Stabex) contributed to financing democratic elections in 1991.

Moreover, ECU 19 million may be made available through European Investment Bank (EIB) intervention in the form of risk capital, of which 10 million has already been committed.

Evolution des paiements du FED par instrument (FED 4, 5, 6 et 7 confondus)

Evolution of EDF payments by instrument (EDF 4, 5, 6 and 7 combined)





2 024 000



Nouakchott



1 030 700 km²

Mauritanie

Economic indicators

Indicateurs économiques

GNP per capita
PNB par habitant
428.1 ECU (1990)

Exports (fishing 56%,
iron 36%)
Exportations (pêche 56%,
fer 36%)

385.4 mio ECU (1989)

Debt burden / exports
Service de la dette /
exportations

8.3% (1990)

Social indicators

Indicateurs sociaux

Population growth rate /
average per year
Taux d'accroissement
de la population /
moyenne annuelle
2.4% (1960-1991)

Primary schooling rate
Taux de scolarisation
primaire
50.5% (1990)

Urbanization rate
Taux d'urbanisation
46.8% (1990)

Pays semi-aride de l'Afrique de l'Ouest, peu peuplé, la Mauritanie est dotée de ressources naturelles limitées –pêche et minerai de fer– et reste fortement dépendante de ces deux secteurs. Ses principales activités économiques se résument à l'industrie de la pêche autour de Nouadhibou, l'extraction minière dans le Nord et l'exploitation du potentiel agricole et de l'élevage dans la vallée du fleuve Sénégal. La situation géographique de la Mauritanie en fait un trait d'union entre l'Afrique noire et le Maghreb et, par conséquent, un membre actif des organisations internationales de ces deux régions.

Après l'indépendance en 1960, la Mauritanie a longtemps connu un régime de parti unique. Une ouverture démocratique s'est ensuite opérée avec, en ce qui concerne les étapes récentes, la promulgation de la constitution en 1991, les élections présidentielles de janvier 1992, les élections législatives en mars 1992 et les élections municipales au début de 1994.

Depuis 1960, la Mauritanie a bénéficié de plus de 400 millions d'écus d'aide européenne, y compris les dotations de Lomé IV. Au titre de Lomé IV, l'aide programmable est constituée d'un PIN de 61 millions d'écus en subventions, ainsi que de 18 millions d'écus en appui à l'ajustement structurel.

En outre, 11 millions d'écus ont été prévus pour des interventions de la banque Européenne d'Investissement (BEI) au titre des capitaux à risques.

A semi-arid, sparsely-populated country on the West African coast, Mauritania has limited natural resources –fish and iron ore– and remains strongly dependent on these two sectors. Its principal economic activities are epitomized by the fishing industry around Nouadhibou, mining extraction in the north and the exploitation of agricultural potential and livestock breeding in the valley of the Senegal River. Mauritania's geographic position forms a link between Black Africa and the Maghreb and, as a result, it is an active member of international organizations of both these regions.

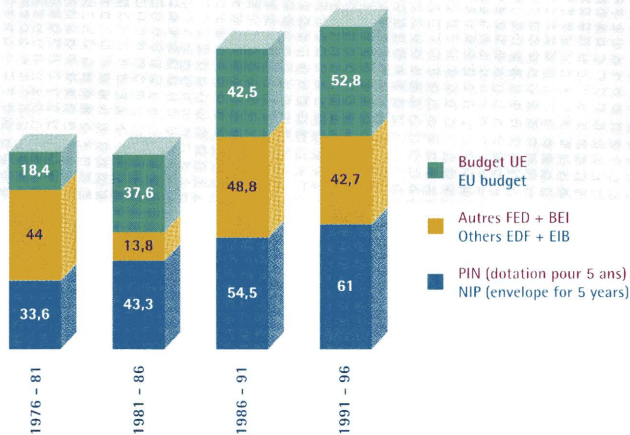
Following its independence in 1960, Mauritania was for a long time ruled by a single party. Democratic changes then took place with, as far recent steps are concerned, the promulgation of a constitution in 1991, presidential elections in January 1992, legislative elections in March 1992 and local elections at the beginning of 1994.

Since 1960, Mauritania has received more than ECU 400 million of European aid, including Lomé IV grants. Under Lomé IV, the NIP of the seventh EDF provides for ECU 61 million in subsidies and ECU 18 million for structural adjustment support.

Moreover, ECU 11 million may be made available through European Investment Bank intervention in the form of risk capital.

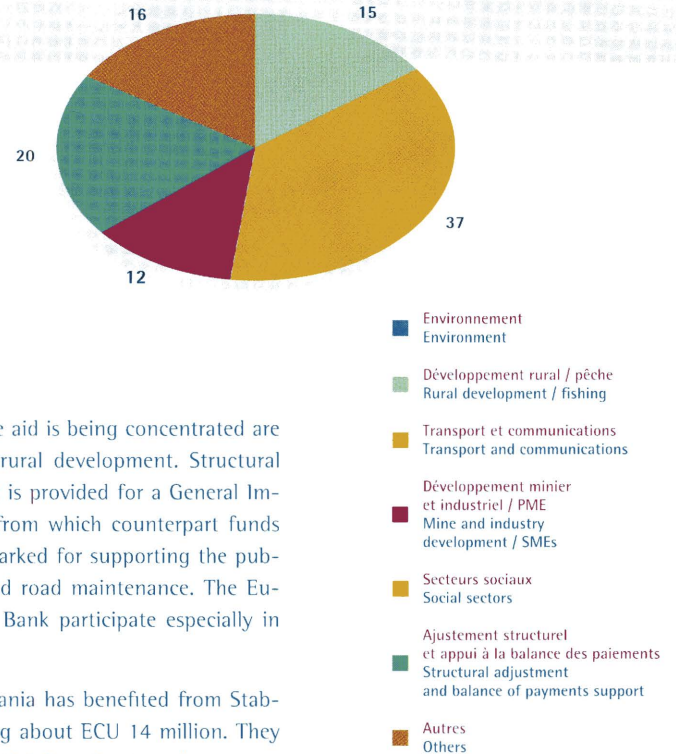
Ressources totales allouées (en millions d'écus)

Total resources allocated (in ECU million)



FED 7: répartition sectorielle du PIN (en % de la dotation totale)

EDF 7: sectoral breakdown of NIP (% of the total envelope)



Les domaines de concentration de l'aide sont les infrastructures et le développement rural. Le soutien au titre de l'ajustement structurel est prévu pour un Programme Général d'Importations, dont les fonds de contrepartie générés sont essentiellement destinés à l'appui au secteur de la santé publique et l'entretien routier. La Banque Européenne d'Investissement intervient surtout dans le secteur minier.

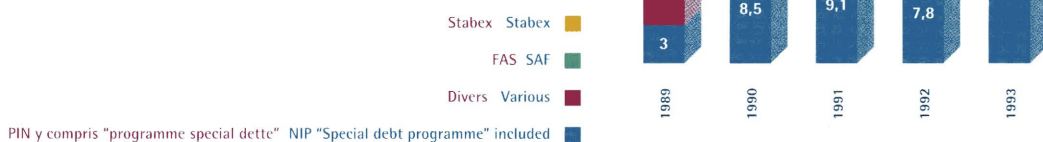
A partir de 1990, la Mauritanie a bénéficié des transferts Stabex au titre du produit "calmars, seiches et poulpes" pour un montant d'environ 14 millions d'écus.

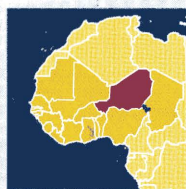
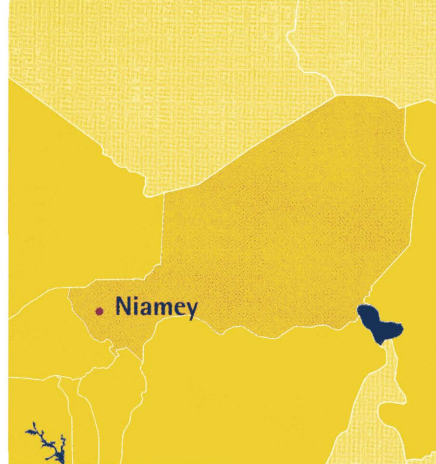
The areas where the aid is being concentrated are infrastructure and rural development. Structural adjustment support is provided for a General Imports Programme, from which counterpart funds generated are earmarked for supporting the public health sector and road maintenance. The European Investment Bank participate especially in the mining sector.


Since 1990, Mauritania has benefited from Stabex transfers totalling about ECU 14 million. They were for "squid, cuttlefish and octopus".

Evolution des paiements du FED par instrument (FED 4, 5, 6 et 7 confondus)

Evolution of EDF payments by instrument (EDF 4, 5, 6 and 7 combined)





 7 731 000

 Niamey

 1 267 000 km²

Niger

Economic indicators

Indicateurs économiques

GNP per capita
PNB par habitant
281.8 ECU (1990)

Exports (uranium 67%,
livestock 14%)
Exportations (uranium 67%,
bétail 14%)
249.6 mio ECU (1990)

Debt burden / exports
Service de la dette /
exportations
16.5% (1990)

Social indicators

Indicateurs sociaux

Population growth rate /
average per year
Taux d'accroissement
de la population /
moyenne annuelle
3.1% (1960-1991)

Primary schooling rate
Taux de scolarisation
primaire
28.8% (1990)

Urbanization rate
Taux d'urbanisation
19.5% (1990)

Vaste pays sahélien enclavé entouré par sept pays, le Niger est relativement peu urbanisé et son économie est dépendante du secteur rural qui emploie 80% de la population active. Le Niger figure parmi les pays les plus pauvres du monde.

Indépendant depuis 1960, le Niger s'est engagé, depuis les élections de 1993, sur la voie de la démocratie pluraliste. Après la croissance économique enregistrée de 1976 à 1981, grâce au développement du secteur de l'uranium, le Niger connaît depuis les années 1980 de sérieux déséquilibres des finances publiques et de la balance des paiements. Les réformes d'ajustement structurel dans lesquelles il s'est engagé pour faire face à ces déséquilibres ont rencontré de sérieuses difficultés, et le pays se trouve dans une situation financière et sociale très préoccupante.

L'Union européenne participe activement aux efforts de développement du Niger depuis le premier Fond Européen de Développement. Le Programme Indicatif National au titre du FED 7 de Lomé IV (124.5 millions d'écus) accorde la priorité au développement rural par la consolidation et l'extension de projets entrepris dans la région du fleuve Niger, dans la vallée de la Tarka et au sud de Zinder. Le programme met également l'accent sur le développement du secteur privé, la formation professionnelle, l'infrastructure des transports et la santé.

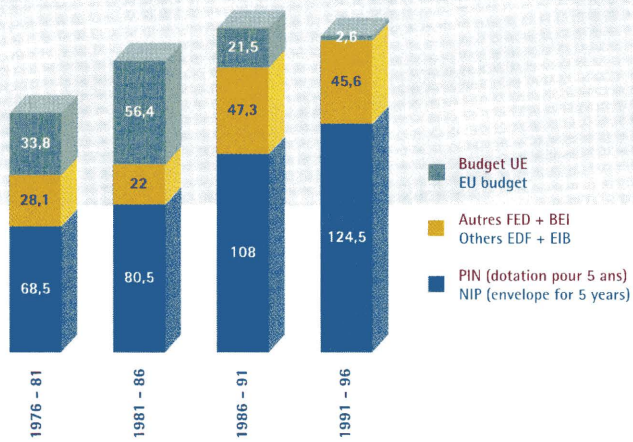
A vast landlocked Sahelian country with seven neighbours, Niger is relatively unurbanized. The country's economy is largely dependent on the rural sector, which employs 80% of the active population. Niger ranks among the poorest countries in the world.

Independent since 1960, Niger became a multi-party democracy after elections in 1993. Following economic growth registered between 1976 and 1981, thanks to development in the uranium sector, Niger has suffered serious imbalances in its public finances and balance of payments since the 1980s. Structural adjustment reforms, undertaken by the country to face up to these imbalances, have encountered serious difficulties and the Niger is in a very worrying financial and social situation.

The European Union has actively participated in development efforts in this country since the first European Development Fund. The National Indicative Programme under the Lomé IV seventh EDF (ECU 124.5 million) has made rural development a priority, consolidating and extending projects under way in the River Niger region, especially in the Tarka Valley and south of Zinder. The programme equally places an emphasis on private sector development, professional training, the infrastructures transport and health sector.

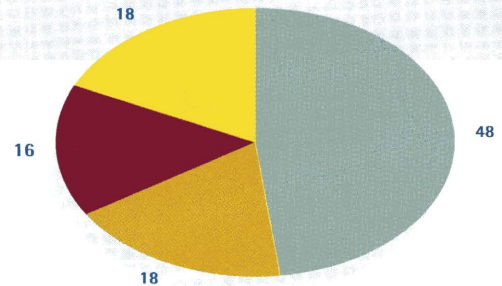
Ressources totales allouées (en millions d'écus)

Total resources allocated (in ECU million)



FED 7 : répartition sectorielle du PIN (en % de la dotation totale)

EDF 7: sectoral breakdown of NIP (% of the total envelope)



En outre, 15.5 millions d'écus ont été prévus pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) au titre des capitaux à risques.

ECU 15.5 million may be made available through the European Investment Bank intervention in the form of risk capital.

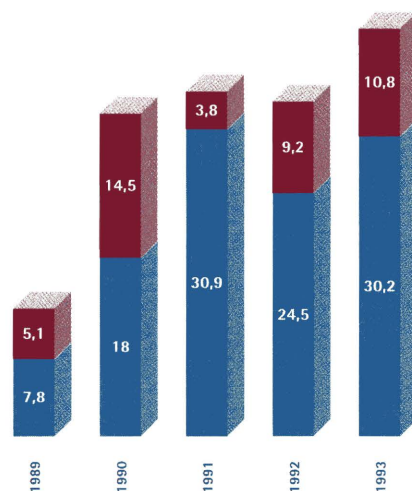
Le Niger a également été un important bénéficiaire du Stabex et du Sysmin.

Niger was also an important recipient of Stabex and Sysmin assistance.

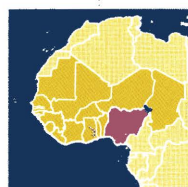
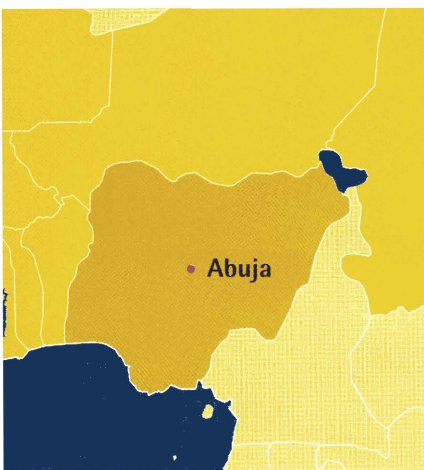
- Environnement
Environment
- Développement rural / pêche
Rural development / fishing
- Transport et communications
Transport and communications
- Développement minier et industriel / PME
Mine and industry development / SMEs
- Secteurs sociaux
Social sectors
- Ajustement structurel et appui à la balance des paiements
Structural adjustment and balance of payments support
- Autres
Others

Evolution des paiements du FED par instrument (FED 4, 5, 6 et 7 confondus)

Evolution of EDF payments by instrument (EDF 4, 5, 6 and 7 combined)



PIN y compris "programme special dette" NIP "Special debt programme" included



 108 542 000

 Abuja

 932 768 km²

Nigeria

Economic indicators

Indicateurs économiques

GNP per capita
PNB par habitant

261 ECU (1990)

Exports (Oil 90%)
Exportations (Pétrole 90%)

10481.5 mio ECU (1992)

Debt burden / exports
Service de la dette /
exportations

21.3% (1990)

Social indicators

Indicateurs sociaux

Population growth rate /
average per year
Taux d'accroissement
de la population /
moyenne annuelle

3.1% (1960-1991)

Primary schooling rate
Taux de scolarisation
primaire

72.4% (1990)

Urbanization rate
Taux d'urbanisation

35.2% (1990)

Etat d'Afrique de l'Ouest situé dans le Golfe de Guinée, le Nigéria est constitué d'une ceinture de forêts tropicales dans le sud du pays et d'un semi-désert au nord.

Indépendant depuis 1960, le Nigéria est devenu un des pays les plus peuplés du monde: un Africain sur cinq est Nigérian. Il existe plus de 250 groupes ethniques, dont trois principaux. D'ici l'an 2025, la population du pays pourrait excéder les 200 millions de personnes, dont plus de 70% vivant en zone urbaine.

Le Nigéria possède d'importantes ressources naturelles. La découverte de pétrole dans les années 60, dans le sud du pays, a entraîné un boom économique et des investissements considérables dans le secteur industriel. Toutefois, la chute des prix du pétrole et la forte diminution des revenus pétroliers qui s'ensuivit, ont eu un impact négatif majeur sur l'économie du pays. L'économie nigériane exerce une très grande influence sur la région ouest-africaine: 80% environ des produits commercialisés en Afrique occidentale proviennent du pays.

La complexité des structures ethniques et économiques du Nigéria est à la base d'un grand nombre de problèmes politiques. Après plusieurs tentatives pour établir un véritable processus démocratique, le gouvernement actuel a proposé la tenue d'une Conférence Constitutionnelle Nationale qui devrait définir les conditions d'un pouvoir démocratique.

A West African state on the Gulf of Guinea, Nigeria consists of a belt of tropical rain forests in the South, with a semi-desert in the extreme North.

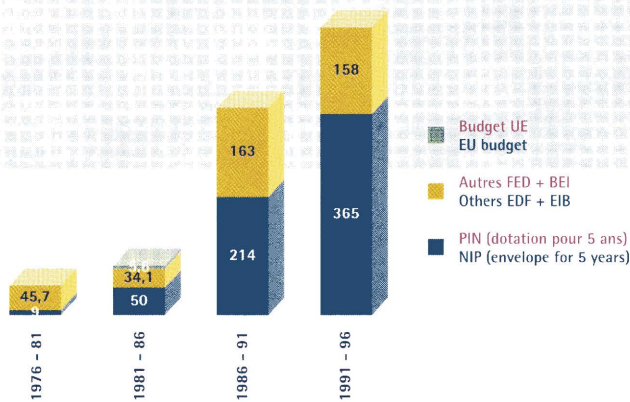
Nigeria gained independence in 1960, and is the tenth most populous country in the world: one in five Africans is Nigerian. There are over 250 ethnic groupings, of which three are dominant. By the year 2025, its population is expected to exceed 200 million people, with over 70% based in urban areas.

Nigeria has abundant natural resources. The discovery of oil in the 1960s the South led to an economic boom and considerable investment in the industrial sector. However, the collapse of oil prices, and the consequent fall in oil incomes, has had a major negative impact on the economy. The Nigerian economy has a very great influence on the West Africa region: around 80% of the products sold in the West Africa region originate in Nigeria.

The complexity of its ethnic and economic base has created many political problems. After several attempts to establish a real democratic process, the present Government has proposed to hold a National Constitutional Conference, which is expected to lay down the conditions for democratic rule.

Ressources totales allouées (en millions d'écus)

Total resources allocated (in ECU million)



L'Union européenne a été, traditionnellement, le plus grand importateur des produits du Nigéria. Les quatre Conventions de Lomé successives depuis 1975 ont alloué au pays plus d'un milliard d'écus, dont à peu près 650 millions sous forme d'aide programmable, et près de 370 millions d'écus sous forme de prêts sur ressources propres de la Banque Européenne d'Investissement. Le Programme Indicatif National de Lomé IV (365 millions d'écus) est l'un des plus importants jamais signés avec un pays ACP.

Les ressources provenant du Fonds Européen de Développement ont été utilisées en priorité pour le développement des ressources humaines et du secteur rural: la conservation et la protection de l'environnement lié au développement de l'agriculture, l'approvisionnement en eau potable; formation et appui au développement institutionnel. Le programme de coopération institutionnelle est le plus important de tous les pays ACP.

Les ressources provenant de la BEI, dont 130 millions d'écus déjà engagés au titre de Lomé IV, sont principalement destinées au développement des secteurs de l'énergie, des petites et moyennes entreprises, de l'industrie agro-alimentaire ainsi que d'autres secteurs productifs.

Au niveau régional, le Nigéria a bénéficié de subventions régionales du FED pour le programme panafricain "peste bovine", un programme de Télécommunications Aéronautique par Satellite, la recherche agriconomique et la lutte contre l'érosion des côtes.

The European Union has traditionally been the largest importer of Nigerian goods. Under the four successive Lomé Conventions since 1975, Nigeria has been allocated to receive over ECU 1 billion, of which approximately ECU 650 million is in the form of programmed grant aid, and over ECU 370 million in the form of loans managed by the European Investment Bank. National indicative programme (ECU 365 million) from the Lomé IV allocation is one of the largest received by an ACP country.

European Development Fund resources have been focused on human resources and development in the rural sector: conservation and protection of the environment in connection with agricultural development, provision of drinking water, training and institutional support. The institutional cooperation programme is the largest of any ACP country.

EIB resources are to be focused on the energy sector, small and medium-sized enterprises, agro-industries and other productive sectors.

At a regional level, Nigeria has benefited from regional EDF funds allocated for the Pan-African Rinderpest programme, an Aeronautical Satellite Telecommunications programme, agricultural research and the fight against coastal erosion.

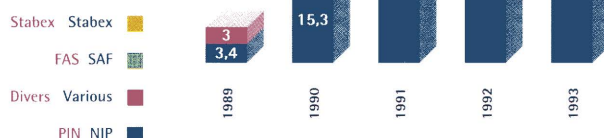
FED 7: répartition sectorielle du PIN (en % de la dotation totale)

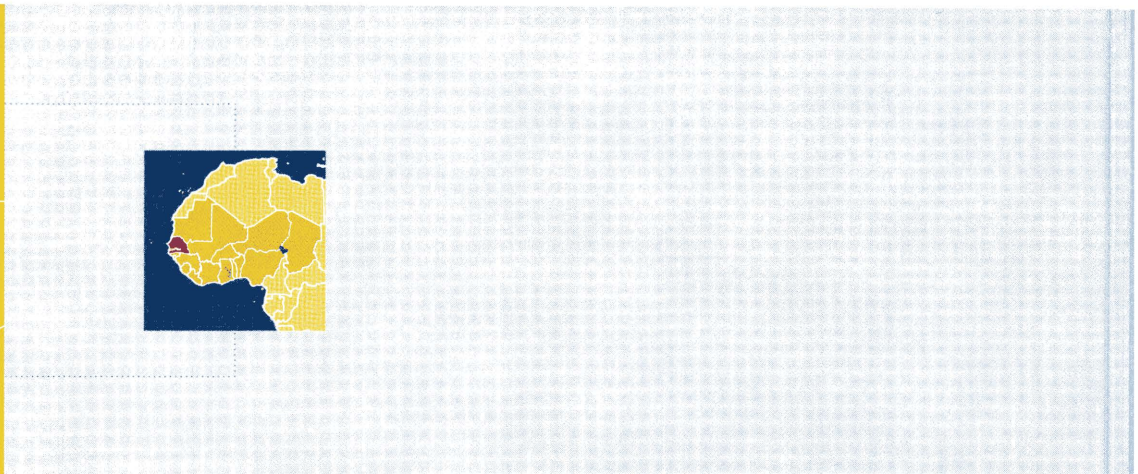
EDF 7: sectoral breakdown of NIP (% of the total envelope)




Evolution des paiements du FED par instrument (FED 4, 5, 6 et 7 confondus)

Evolution of EDF payments by instrument (EDF 4, 5, 6 and 7 combined)





 7 327 000

 Dakar

 196 722 km²

Sénégal

Economic indicators

Indicateurs économiques

GNP per capita
PNB par habitant
677.7 ECU (1990)

Exports (fish 26%,
groundnut 13%)
Exportations (poisson 26%,
arachides 13%)
534.4 mio ECU (1987)

Debt burden / exports
Service de la dette /
exportations
14.9% (1990)

Social indicators

Indicateurs sociaux

Population growth rate /
average per year
Taux d'accroissement
de la population /
moyenne annuelle
2.8% (1960-1991)

Primary schooling rate
Taux de scolarisation
primaire
58.9% (1990)

Urbanization rate
Taux d'urbanisation
39.8% (1990)

Le Sénégal est situé sur un ensemble de terres basses, souvent sablonneuses, qui forment une transition entre le Sahara aride et les régions guinéennes humides et forestières. Sa population est concentrée dans la partie ouest du territoire, en particulier dans les agglomérations urbaines.

L'économie sénégalaise subit des handicaps similaires, dans une large mesure, à ceux des autres pays de la région sahélienne: ressources naturelles limitées, terres agricoles détériorées à cause des conditions climatiques, augmentation rapide de la population et forte dépendance des aides extérieures. La situation économique s'est dégradée ces dernières années, notamment en ce qui concerne les finances publiques.

Le commerce extérieur est particulièrement dépendant des exportations de produits de la pêche, de l'arachide et des phosphates.

La coopération entre l'Union européenne et le Sénégal remonte au premier FED créé en 1963. Elle s'est depuis constamment amplifiée, le Sénégal étant l'un des pays ACP à avoir tiré le plus efficacement parti des différents instruments européens de coopération (PIN, coopération régionale, Stabex, Sysmin, aide alimentaire). Le Programme Indicatif National de Lomé IV (7e FED) porte sur 112 millions d'écus. Une dotation globale de 15 millions d'écus a été allouée au Sénégal au titre de l'appui à l'ajustement structurel.

Senegal is one of a series of low countries, often sandy, which form a belt between the arid Sahara and the humid Guinean forest regions. The population is concentrated in the west part of the country, mainly in urban agglomerations.

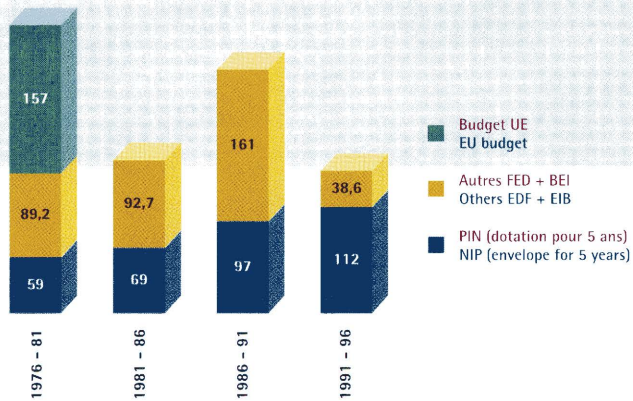
The Senegalese economy suffers greatly from similar handicaps to those in other countries of the Sahelian region: limited natural resources, agricultural land that has deteriorated due to climatic conditions, a rapidly-increasing population and strong dependence on external aid. The economic situation has worsened in the past few years, notably where public finances are concerned. External trade is particularly dependent on exports of fishing products, peanuts and phosphates.

Cooperation between the European Union and Senegal goes back to the very first EDF created in 1963. It has grown consistently since and Senegal is one of the ACP countries to have drawn most efficiently on the different European cooperation instruments (NIP, regional cooperation, Stabex, Sysmin, food aid...). The National Indicative Programme of Lomé IV (seventh EDF) consists of ECU 112 million. A general grant of ECU 15 million was allocated to Senegal as structural adjustment support.

A concentration of aid has been maintained in two areas: transport (ECU 70 million, of which 10 million was allocated from the Structural Adjustment Facility) and the development of the River Senegal valley (ECU 22.5 million, earmarked for health care, SME grants, the environment and urban).

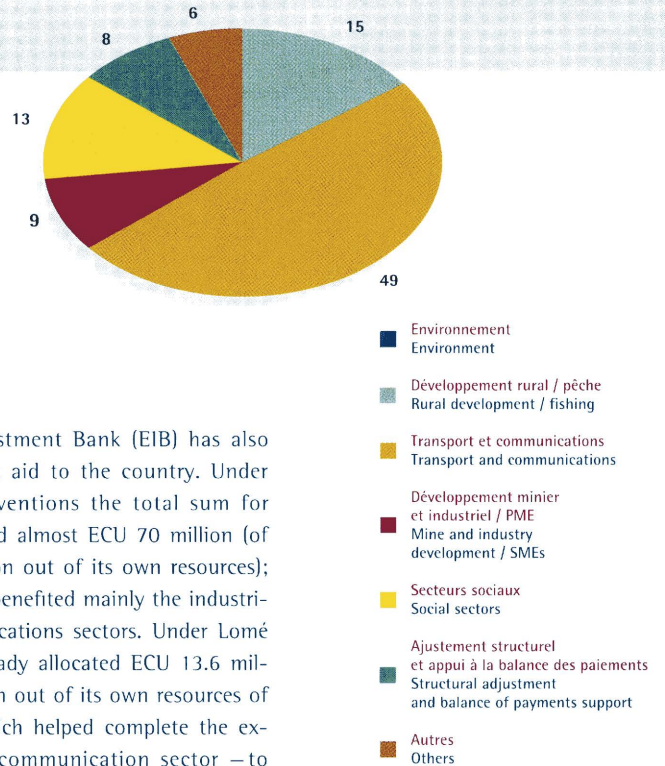
Ressources totales allouées (en millions d'écus)

Total resources allocated (in ECU million)



FED 7: répartition sectorielle du PIN (en % de la dotation totale)

EDF 7: sectoral breakdown of NIP (% of the total envelope)



Deux domaines de concentration de l'aide ont été retenus: les transports, pour un total de 70 millions d'écus (dont 10 millions sur la Facilité d'Ajustement Structurel) et le développement de la vallée du fleuve Sénégal (22,5 millions destinés à des actions dans la santé, le crédit aux PME, l'environnement et l'assainissement urbain).

La Banque Européenne d'Investissement (BEI) a également fourni une aide importante au pays. Au titre des Conventions de Lomé I à III, le total de ses interventions a atteint près de 70 millions d'écus (dont 33 millions sur ressources propres), qui ont bénéficié principalement au secteur industriel et à celui des communications. Au titre de Lomé IV, la BEI a déjà engagé 13,6 millions d'écus, dont un prêt sur ressources propres de 13 millions qui a permis de compléter l'extension du réseau de télécommunication, secteur considéré comme hautement prioritaire par le Sénégal.

Un programme Sysmin (25,5 millions d'écus) est aussi en cours d'exécution.

D'autres actions sont réalisées, notamment dans la promotion du tourisme, les microréalisations, l'intégration des rapatriés de Mauritanie, la lutte contre le SIDA et l'appui au développement économique de la région de Ziguinchor.

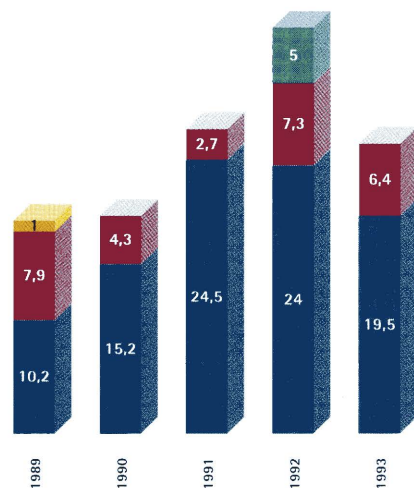
The European Investment Bank (EIB) has also provided significant aid to the country. Under Lomé I and II conventions the total sum for interventions reached almost ECU 70 million (of which ECU 33 million out of its own resources); these interventions benefited mainly the industrial and telecommunications sectors. Under Lomé IV, the EIB has already allocated ECU 13,6 million, including a loan out of its own resources of ECU 13 million, which helped complete the extension of the telecommunication sector – to which Senegal attaches great importance.

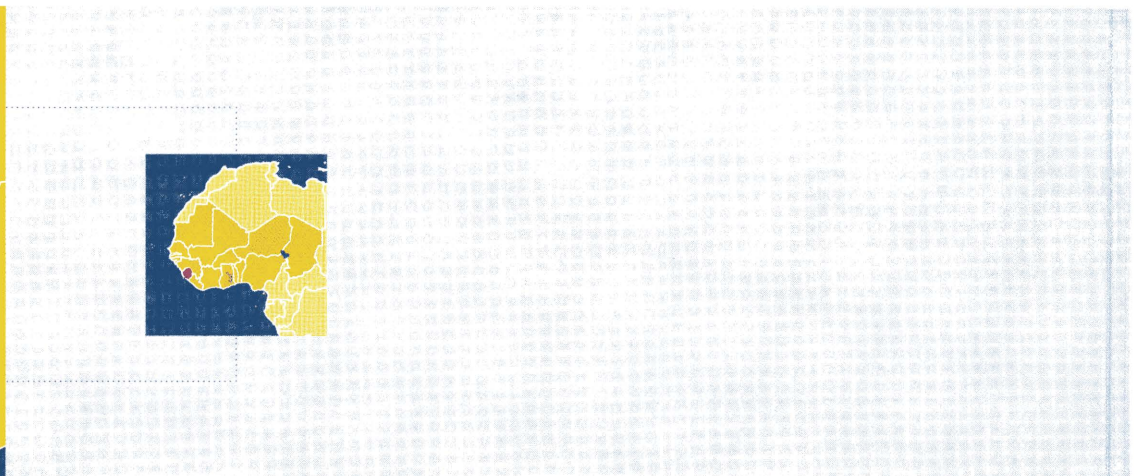
A Sysmin programme (ECU 25,5 million) is also now underway.

Other actions have been realized, notably in tourism promotion, micro-projects, integrating returnees from Mauritania, the struggle against AIDS and economic development support in the region of Ziguinchor.

Evolution des paiements du FED par instrument (FED 4, 5, 6 et 7 confondus)

Evolution of EDF payments by instrument (EDF 4, 5, 6 and 7 combined)





4 151 000



Freetown



71 740 km²

Sierra Leone

Economic indicators

Indicateurs économiques

GNP per capita
PNB par habitant
183.4 ECU (1990)

Exports (rutile 48%,
bauxite 25%)
Exportations (rutile 48%,
bauxite 25%)
146.4 mio ECU (1992)

Debt burden / exports
Service de la dette /
exportations
6% (1990)

Social indicators

Indicateurs sociaux

Population growth rate /
average per year
Taux d'accroissement
de la population /
moyenne annuelle
2.1% (1960-1991)

Primary schooling rate
Taux de scolarisation
primaire
47.8% (1990)

Urbanization rate
Taux d'urbanisation
32.2% (1990)

Entourée de la Guinée et du Libéria, la Sierra Leone –indépendante depuis 1961– se situe en Afrique occidentale côtière et bénéficie d'une bonne pluviométrie et d'un climat tempéré. Le pays est recouvert par la forêt tropicale au sud-est. L'économie, une des plus pauvres au monde, demeure en crise, en dépit des progrès réalisés dans la mise en oeuvre depuis 1992 d'un Programme d'ajustement. Des mesures ont été prises pour la mise en place progressive d'une démocratie multipartite pour la fin 1995.

La plupart des zones d'extraction diamantaire et de cultures de rente (café et cacao), dont les recettes ont atteint des niveaux très faibles, se situent dans le sud du pays agité par des troubles. L'aptitude du Gouvernement à rétablir la paix et raviver l'économie est entravée par la faiblesse des services publics et des infrastructures.

La coopération UE-Sierra Leone a commencé en 1975 avec la première Convention de Lomé. L'appui européen se concentrait à l'origine dans les secteurs du développement rural et des routes, et ces secteurs ont continué à constituer une priorité, bien que des fonds importants aient également été consacrés au secteur des télécommunications et, plus récemment, au secteur de l'électricité.

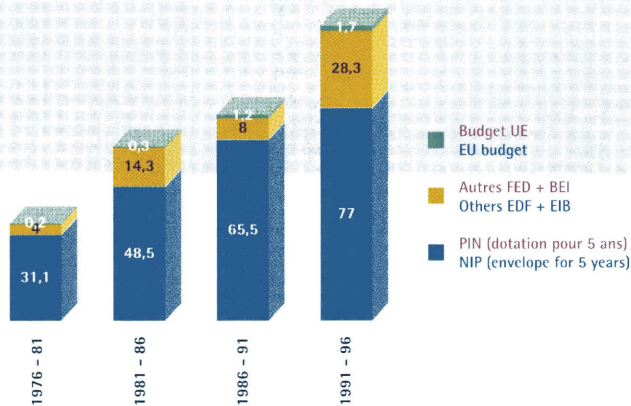
Surrounded by Guinea and Liberia, Sierra Leone –independent since 1961– is situated in coastal Western Africa and benefits from a good rainy season and a temperate climate. The country is covered with tropical forest in the south-east. The economy, one of the poorest in the world, remains depressed, despite progress made from 1992 in implementing an Adjustment Programme. Plans have been drawn up to install multiparty democracy by the end of 1995.

The main diamond mining and cash crop (coffee and cocoa) areas are in the troubled area of the south, and export earnings from these products have fallen to very low levels. The Government's capacity to restore peace and revive the economy is constrained by a weak public service and infrastructure.

EU-Sierra Leone cooperation began in 1975 under the First Lomé Convention. European support was initially concentrated in the rural development and road sectors, and these sectors have continued to be the main focus, although substantial funds have also been provided for the telecommunications sector, and more recently for the electricity sector.

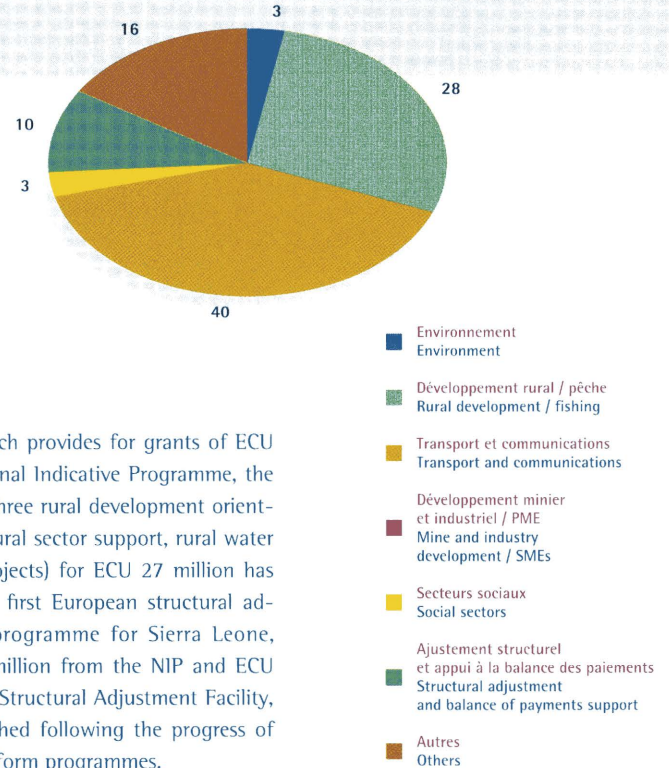
Ressources totales allouées (en millions d'écus)

Total resources allocated (in ECU million)



FED 7 : répartition sectorielle du PIN (en % de la dotation totale)

EDF 7: sectoral breakdown of NIP (% of the total envelope)



Sous Lomé IV, qui prévoit une dotation de 77 millions d'écus pour le Programme Indicatif National, la mise en oeuvre de trois projets orientés vers le développement rural (aide au secteur agricole, approvisionnement en eau et microprojets ruraux) d'une valeur de 27 millions d'écus a déjà débuté. Le premier programme d'appui à l'ajustement structurel destiné à la Sierra Leone, comprenant 8 millions d'écus en provenance du PIN et 12 millions d'écus de la Facilité d'Ajustement Structurel, a également été lancé à la suite des progrès réalisés dans le cadre des programmes nationaux de réforme.

L'Union européenne et la Banque Européenne d'Investissement, au titre des capitaux à risques (engagés à hauteur de 8 millions d'écus), contribuent également, pour environ 40%, au programme de réhabilitation du secteur électrique de 60 millions d'écus, en cofinancement avec la Banque Mondiale, le Japon et des Etats membres de l'Union européenne.

Un soutien significatif a été fourni au titre du Stabex (5.7 millions d'écus, sous Lomé III), au titre des aides d'urgence ou en faveur des personnes déplacées à la suite de la situation conflictuelle dans le sud du pays, ainsi qu'au titre des cofinancements en cours avec les ONG.

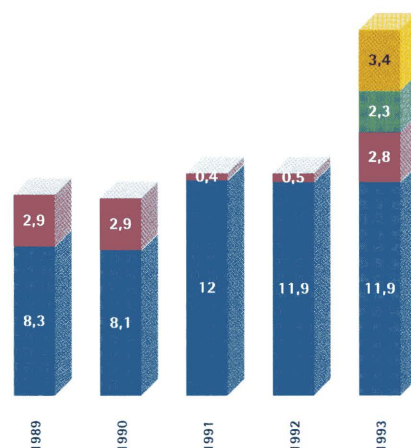
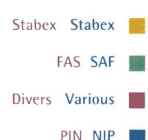
Under Lomé IV, which provides for grants of ECU 77 million the National Indicative Programme, the implementation of three rural development oriented projects (agricultural sector support, rural water supply and microprojects) for ECU 27 million has already started. The first European structural adjustment support programme for Sierra Leone, comprising ECU 8 million from the NIP and ECU 12 million from the Structural Adjustment Facility, has also been launched following the progress of the Government's reform programmes.

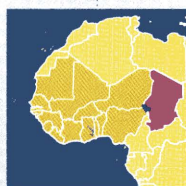
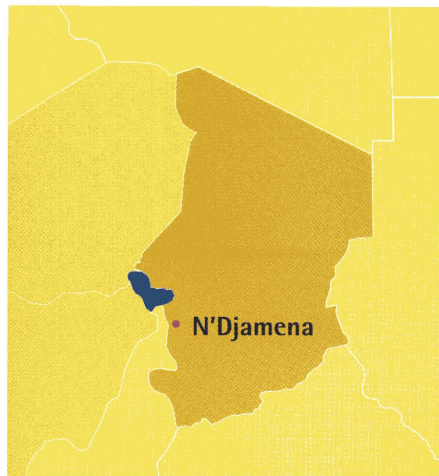
The European Union and the European Investment Bank, through risk capital funds (for ECU 8 million), are also contributing to the ECU 60 million electricity sector rehabilitation programme (40%), cofinanced with the World Bank, Japan and Member States of the European Union.

Smaller but significant support has also been provided under Stabex (ECU 5.7 million, under Lomé IV), under emergency and other aid for populations displaced by the conflict situation in the south, and via cofinancing underway with the NGOs.

Evolution des paiements du FED par instrument (FED 4, 5, 6 et 7 confondus)

Evolution of EDF payments by instrument (EDF 4, 5, 6 and 7 combined)





 5 553 000

 N'Djamena

 1 284 000 km²

Tchad

Economic indicators

Indicateurs économiques

GNP per capita
PNB par habitant
185.4 ECU (1990)

Exports (cotton 47%)
Exportations (coton 47%)
124.3 mio ECU (1988)

Debt burden / exports
Service de la dette /
exportations
2.8% (1990)

Social indicators

Indicateurs sociaux

Population growth rate /
average per year
Taux d'accroissement
de la population /
moyenne annuelle
2% (1960-1991)

Primary schooling rate
Taux de scolarisation
primaire
57% (1990)

Urbanization rate
Taux d'urbanisation
31.6% (1990)

Le Tchad est un pays sahélien totalement enclavé dont la population vit surtout en zone rurale. C'est l'un des pays les plus pauvres du monde. Confronté à une multitude de contraintes d'ordre géographique (enclavement), climatique (désertification) et économique (exiguïté du marché national et dominance du secteur du coton), le Tchad dispose toutefois de potentialités sur lesquelles il peut appuyer son développement futur: l'agro-pastoral, l'auto-suffisance alimentaire, les ressources pétrolières.

Depuis son indépendance en 1960, le Tchad a connu une période d'instabilité politique avec des guerres civiles et des changements multiples de gouvernement. La situation actuelle laisse espérer que le Tchad retrouve la voie du processus de réconciliation nationale et de la normalisation de la vie institutionnelle.

La coopération entre le Tchad et l'Union européenne date du premier FED institué par la Convention de Yaoundé I (1964-1969). L'essentiel de l'aide a été consacré au développement rural et aux infrastructures routières, les autres secteurs d'intervention étant la santé et l'éducation.

Le Programme Indicatif National (PIN) de Lomé IV – 101.5 millions d'écus – met également l'accent sur les infrastructures routières (48%), afin de désenclaver le Tchad dans sa dimension nationale et régionale. Le secteur social, avec les projets d'hydraulique villageoise, de santé et d'éducation, reçoit 35% du PIN. D'autres actions concernent l'environnement, l'élevage, les ressources halieutiques et les microréalisations.

Chad is a Sahelian country completely landlocked, where the population lives predominately a rural life. It is one of the poorest countries in the world. Confronted with a multitude of constraints of a geographical (landlocking), climatic (desertification) and economic (smallness of the national market, dominance of the cotton sector) nature, Chad does have, nevertheless, potential for development in pastoral farming, food self-sufficiency and oil resources.

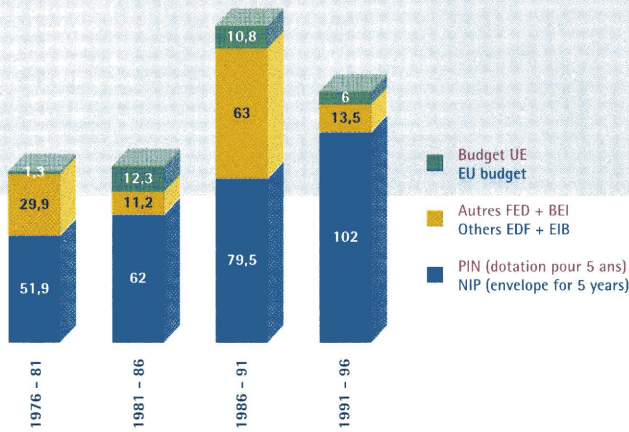
Since its independence in 1960, Chad has experienced a period of political instability resulting in civil wars and many changes of government. The current situation gives hope that Chad will find a process of national reconciliation and normalise institutional life.

Cooperation between Chad and the European Union dates from the first EDF introduced under the Yaoundé I Convention (1964-1969). The greatest part of the aid was dedicated to rural development and road infrastructure, other sectors of intervention being health care and education.

The Lomé IV National Indicative Programme (NIP) – ECU 101.5 million – likewise prioritises on road infrastructure (48%) with a view to unlandlocking Chad on a national and regional scale. The social sector receives 35% of NIP for village hydraulic projects, health care and education. Other actions concentrate on the environment, livestock rearing, existing natural water resources and microprojects.

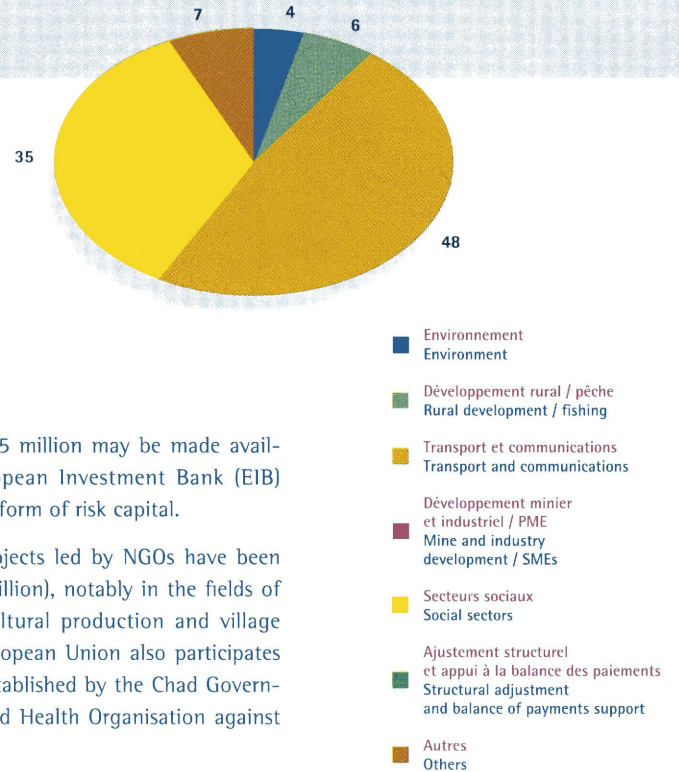
Ressources totales allouées (en millions d'écus)

Total resources allocated (in ECU million)



FED 7 : répartition sectorielle du PIN (en % de la dotation totale)

EDF 7: sectoral breakdown of NIP (% of the total envelope)



Par ailleurs, 13.5 millions d'écus ont été prévus pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) au titre des capitaux à risques.

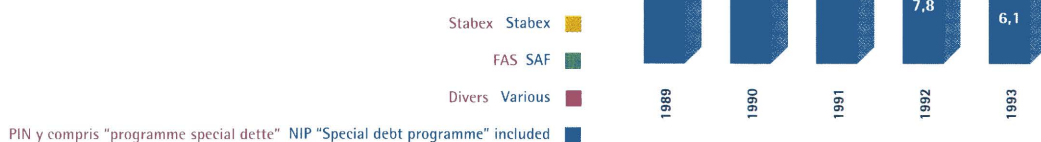
Depuis 1976, 78 actions menées par des ONG ont été financées (6 millions d'écus), notamment dans les domaines de la santé, de la production agricole et de l'hydraulique villageoise. L'Union européenne participe aussi au programme de lutte contre le SIDA établi par le Gouvernement tchadien en liaison avec l'Organisation Mondiale de la Santé.

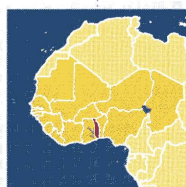
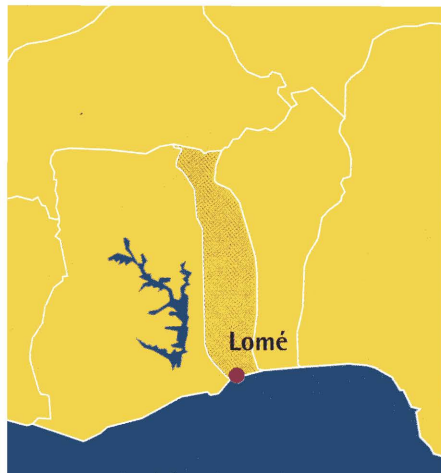
Moreover, ECU 13.5 million may be made available through European Investment Bank (EIB) intervention in the form of risk capital.


Since 1976, 78 projects led by NGOs have been financed (ECU 6 million), notably in the fields of health care, agricultural production and village hydraulics. The European Union also participates in a programme established by the Chad Government and the World Health Organisation against the spread of AIDS.

Evolution des paiements du FED par instrument (FED 4, 5, 6 et 7 confondus)

Evolution of EDF payments by instrument (EDF 4, 5, 6 and 7 combined)





 3 531 000

 Lomé

 56 790 km²

Togo

Economic indicators

Indicateurs économiques

GNP per capita
PNB par habitant
399.4 ECU (1990)

Exports (phosphate 22%,
cotton 12%)
Exportations (phosphate 22%,
coton 12%)
223.1 mio ECU (1991)

Debt burden / exports
Service de la dette /
exportations
9% (1990)

Social indicators

Indicateurs sociaux

Population growth rate /
average per year
Taux d'accroissement
de la population /
moyenne annuelle
2.8% (1960-1991)

Primary schooling rate
Taux de scolarisation
primaire
100% (1990)

Urbanization rate
Taux d'urbanisation
28.5% (1990)

En bordure du Golfe de Guinée, le Togo s'étire en longueur entre le Ghana et le Bénin jusqu'au Burkina Faso. Le pays est soumis à des conditions climatiques variées et diversifiées allant du type sub-équatorial au type soudanien au nord.

Dès l'indépendance acquise en 1960, le Togo connaît deux décennies de relative stabilité politique favorisée par une conjoncture économique prospère et une croissance largement fondée sur l'investissement public. Cependant, la conjugaison de plusieurs facteurs internes et externes (détérioration des termes de l'échange, sécheresse, augmentation de la charge de la dette, chocs pétroliers), conduit le pays dans une grave crise économique et financière. Le recours depuis 1983 à une série de plans d'ajustement structurel est alors nécessaire.

Aujourd'hui, l'économie togolaise repose sur un secteur agricole diversifié (cultures de rente et vivrières), sur des exportations de phosphate et sur un secteur tertiaire dynamique. Elle continue cependant à se heurter aux problèmes que lui posent la petite taille du pays, une demande majoritairement insolvable et une pression démographique forte.

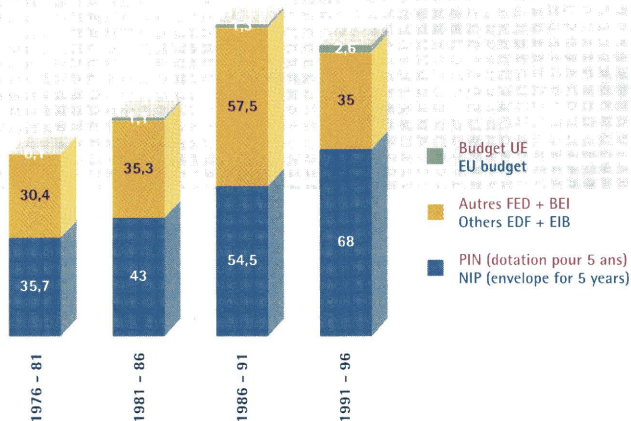
Running alongside the Gulf of Guinea, Togo stretches lengthways between Ghana and Benin and is closed in on the other side by Burkina Faso. The country is subject to diverse climatic conditions, from the sub-equatorial to a sudanese type climate in the north.

After independence in 1960, Togo experienced two decades of relative political stability, aided by a prosperous economic situation and growth largely based on public investment. A combination of several internal and external factors, however, (deterioration of terms of trade, drought, increased debt burden, oil crises), lead the country into a serious economic and financial crisis. Its recourse, from 1983 onwards, to a series of structural adjustment plans was hence necessary.

Today, the Togolese economy relies on a diverse agricultural sector (cash crops and food crops), on phosphate exports and a dynamic service sector. The fundamental problems with the country, though, are without doubt linked to its smallness, its frequent inability to pay for much-needed imports and a demographic pressure that makes real progress difficult.

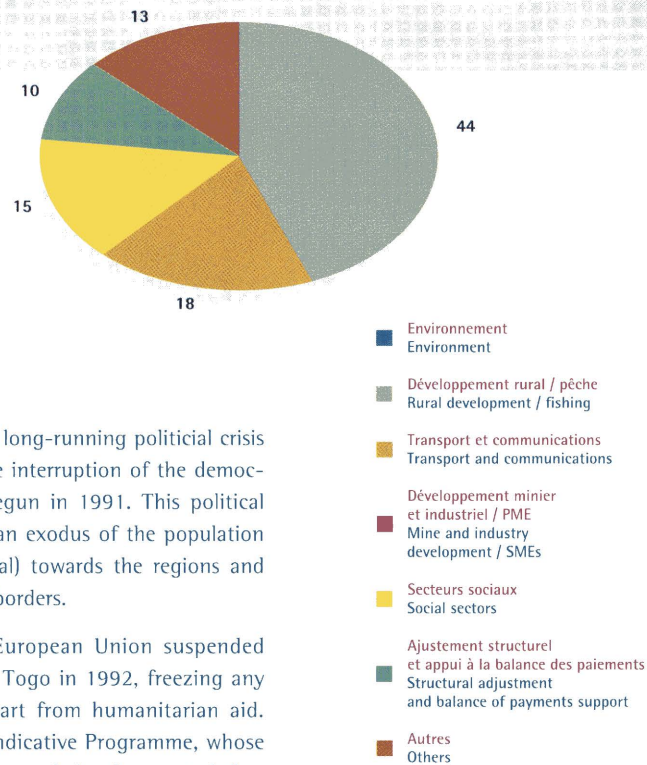
Ressources totales allouées (en millions d'écus)

Total resources allocated (in ECU million)



FED 7: répartition sectorielle du PIN (en % de la dotation totale) sous réserve d'actualisation

EDF 7: sectoral breakdown of NIP (% of the total envelope) subject to updating



A ce contexte vient s'ajouter une longue crise politique consécutive à l'interruption du processus de démocratisation engagé en 1991. Ce blocage politique a conduit à un exode de la population (1/3 de la capitale) vers les régions et pays frontaliers.

A la suite de cette situation, l'Union européenne a suspendu sa coopération avec le Togo depuis 1992, gelant tout nouveaux programmes, excepté ceux à vocation humanitaire. De ce fait, le Programme Indicatif National de Lomé IV (68 millions d'écus), axé prioritairement sur le développement rural, les infrastructures et les ressources humaines, ainsi que les mesures d'appui à l'ajustement structurel et les interventions prévues sur les capitaux à risques gérés par la BEI (12 millions d'écus) n'ont pu connaître qu'un très faible début d'exécution.

In addition to this, a long-running political crisis has resulted from the interruption of the democratization process begun in 1991. This political deadlock has led to an exodus of the population (a third of the capital) towards the regions and countries on Togo's borders.

Consequently, the European Union suspended its cooperation with Togo in 1992, freezing any new programme, apart from humanitarian aid. Thus, the National Indicative Programme, whose priority targets were rural development, infrastructures and human resources, and Lomé IV Structural Adjustment support measures and EIB capital risks (12 MECU), could barely be started.

Evolution des paiements du FED par instrument (FED 4, 5, 6 et 7 confondus)

Evolution of EDF payments by instrument (EDF 4, 5, 6 and 7 combined)

